

RE P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



**PROJET DE LOI DE FINANCES
POUR L'EXERCICE 2016**

PROJET DE PERFORMANCE DES ADMINISTRATIONS

CHAPITRE 11

CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

VERSION FRANCAISE

SOMMAIRE

NOTE EXPLICATIVE	5
PREMIERE PARTIE:SYNTHESE DE LA STRATEGIE	7
1. PRESENTATION DES PRIORITES NATIONALES	9
2. PRESENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTERE	9
3. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES	10
3.1. BILAN TECHNIQUE	11
3.2. BILAN FINANCIER	35
3.3. PERSPECTIVES	42
4. PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE	42
5. PRESENTATION DU CADRE STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES	43
DEUXIEME PARTIE:CONTENU DES PROGRAMMES	47
6. PROGRAMME 136: RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	51
6.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	53
6.2. STRATÉGIE PROGRAMME	57
6.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS	57
6.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS	64
7. PROGRAMME 137: INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	65
7.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	67
7.2. STRATÉGIE PROGRAMME	71
7.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS	71
7.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS	74
8. PROGRAMME 138: PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	75
8.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME	77

8.2.	STRATÉGIE PROGRAMME	79
8.3.	PRÉSENTATION DES ACTIONS	79
8.4.	PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS	87
	ANNEXE	89
	TABLEAU DE BUDGETISATION	91

NOTE EXPLICATIVE

La loi N°2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat définit un cadre rénové du système financier, budgétaire et comptable de l'État. Il introduit la gestion axée sur les résultats dans les finances publiques par l'institutionnalisation de la budgétisation par programme.

L'article 18 alinéa 3 de ce texte dispose en effet que « Dans la seconde partie, la loi de finances de l'année 1°) fixe pour le budget général, les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs, les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ; » Cet article induit l'élaboration et la présentation des projets de performance des administrations (PPA). Et c'est ainsi que depuis la loi des finances 2013, la demande budgétaire des ministères et institutions y est exprimée et motivée par des objectifs centrés sur la recherche de la performance.

Pendant les trois premières années de mise en œuvre du budget programme, dit triennat de lancement, il a été question dans un premier temps d'introduire l'esprit de la gestion axée sur la performance dans tous les départements ministériels et institutions. S'en est suivi une appropriation progressive qui a donné lieu au réajustement des programmes dans leurs aspects relatifs aux intitulés, objectifs, indicateurs et cibles.

Si à ce jour la plupart de ces éléments du cadre logique semblent maîtrisés, la question de la pertinence des indicateurs reste d'actualité, tant dans la pratique leur capacité à renseigner sur la mise en œuvre des programmes et actions demeure faible. Ceci a particulièrement été constaté lors de l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP) des exercices 2013 et 2014.

Aussi, dans ce PPA 2016 qui marque le passage au deuxième triennat de budgétisation par programme, l'innovation majeure est l'introduction des fiches de documentation des indicateurs. Ces fiches, qui constituent des « cartes d'identité » des indicateurs, dans la mesure où elles précisent toutes les informations nécessaires à leur connaissance et à leur suivi, devrait permettre d'améliorer le pilotage des programmes et partant, les performances qui y sont attendues.

Au delà de cette particularité, le Projet de Performance des Administrations reste articulé autour de trois parties :

- la première partie est la synthèse de la stratégie. Elle met en exergue la contribution attendue des administrations dans les stratégies développées par le gouvernement, notamment le DSCE. Elle présente par ailleurs le domaine d'intervention, revient sur les

performances antérieures et projette les perspectives. Elle s'achève par la détermination de l'objectif stratégique et la déclinaison du cadre logique ;

- la deuxième partie relative au contenu des programmes présente les programmes et leurs actions, leurs objectifs, indicateurs et cibles, les stratégies de mise en œuvre et les coûts de réalisation ;

- La troisième partie comporte le tableau de budgétisation détaillé en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

PREMIERE PARTIE
SYNTHESE DE LA STRATEGIE

■ 1. PRESENTATION DES PRIORITES NATIONALES

La stratégie des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat s'inscrit dans le cadre de la politique nationale sous-tendue par le **Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)** dans lequel, le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre entre autres, une stratégie d'amélioration de la gouvernance et de la gestion de l'Etat.

La promotion de la gouvernance renvoie à une utilisation efficace et efficiente de potentielles et différentes ressources disponibles. Ce qui a conduit à relever dans ce domaine, les priorités nationales suivantes:

- La promotion de la transparence dans la gestion des affaires publiques ;
- La lutte contre la corruption, les détournements de deniers publics, le laxisme et les dysfonctionnements divers dans la vie publique au Cameroun.

Pour réduire considérablement la corruption et les détournements des fonds, le Gouvernement s'engage à intensifier les actions nécessaires pour combattre ce phénomène à travers le renforcement des mécanismes de lutte avec l'implication effective du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire. Les actions à mener porteront notamment sur les opérations suivantes :

- la systématisation de la reddition des comptes ;
- la systématisation des sanctions à l'encontre des gestionnaires indéclicats et la récupération des fonds détournés ;
- l'intensification des campagnes d'éducation et de sensibilisation des populations sur les valeurs morales, l'intérêt général et le bien public ainsi qu'une meilleure communication relatives aux actions déjà menées, et sur les sanctions effectivement infligées aux personnes condamnées dans le cadre de la lutte contre les atteintes à la fortune publique;
- le renforcement des stratégies et des moyens d'action du Contrôle Supérieur de l'Etat.

■ 2. PRESENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTERE

Les dispositions du Décret 2013/287 du 04 septembre 2013 portant organisation des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, font du CONSUPE, l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC) du Cameroun.

Ils sont chargés, sous l'autorité directe du Président de la République dont ils reçoivent les instructions et à qui ils rendent compte, de l'audit externe.

A ce titre, ils ont notamment pour missions :

- la vérification, au niveau le plus élevé, des services publics, des établissements publics, des collectivités territoriales décentralisées et leurs établissements, des entreprises publiques et parapubliques, des liquidations administratives et judiciaires ainsi que des organismes, établissements et associations confessionnels ou laïcs bénéficiant des concours financiers, avals ou garanties de l'Etat ou des autres personnes morales ou privées, sur les plans

administratif, financier et stratégique ;

- le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat ;
- le contrôle de l'exécution des projets à financement extérieur ;
- le contrôle en cas de nécessité, de la qualité des rapports d'audits effectués pour le compte de l'Etat ou de ses démembrements par les cabinets privés ;
- l'évaluation des programmes et projets ;
- l'appui au renforcement des capacités des ordonnateurs et des gestionnaires des crédits publics ;
- l'appui technique, méthodologique et pédagogique en matière de contrôle et de vérification de la gestion de la fortune publique, aux structures de contrôle administratif et d'audit interne d'autres départements ministériels et organismes publiques et parapubliques ;
- la diffusion des normes de vérification et d'audit dans le secteur public et parapublic ;
- l'assistance du gouvernement dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de modernisation de l'Etat.

Les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat peuvent, sur décision du Président de la République, effectuer des contrôles spécifiques auprès des entreprises et organismes, même privés, présentant un caractère stratégique pour l'Economie ou la Défense Nationale.

Dans l'exercice de leurs attributions, Les services du Contrôle Supérieur de l'Etat effectuent :

- - Un contrôle de conformité et de régularité ;
- - Un contrôle financier ;
- - Un contrôle de performance ;
- - Un contrôle de l'environnement ;
- - Un contrôle des systèmes d'information.

En outre, les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat concourent à la sanction des ordonnateurs et gestionnaires des deniers publics dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

■ 3. PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

PREMIERE PARTIE : SYNTHESE STRATEGIQUE DU CONSUPE

1.1 PERFORMANCES ANTERIEURES ET PERSPECTIVES

Dans l'exécution de ses missions réglementaires, le Contrôle Supérieur de l'Etat s'est attelé au cours des trois derniers exercices (2013, 2014, 2015), avec les ressources allouées, issues tant du budget de fonctionnement que du budget d'investissement, à réaliser:

- des missions de contrôle et de vérification ;
- le renforcement des capacités des vérificateurs et des organes de contrôle interne de diverses administrations;

- le développement des infrastructures et l'amélioration des conditions de travail ;
- la tenue des sessions du Conseil de Discipline Budgétaire et Financière (CDBF).

■ 3.1. BILAN TECHNIQUE

Le bilan technique des trois exercices budgétaires 2013,2014 et 2015 est repris dans les tableaux ci-dessous :

Actions	Activités	Prévues	réalisées	Ecart	Commentaires
Redynamisation des contrôles et vérifications	Collecte des dossiers permanents auprès des administrations publiques, des entreprises Publiques et parapubliques et des collectivités territoriales décentralisées	Collecte des dossiers permanents auprès de 30 entités	dossiers permanents collectés auprès de 90 entités	60	Le déploiement des équipes de mission sur le terrain a aussi permis la collecte des dossiers permanents de certaines entités.
		Déploiement de 14 missions d'audit auprès des entreprises Publiques et parapubliques	3 missions déployées	11	Priorité accordée aux missions spéciales et Insuffisance des ressources financières

		Déploiement de 7 missions des administrations publiques	0	7	Priorité accordée aux missions spéciales et Insuffisance des ressources financières
	Déploiement des missions d'audit	Déploiement d'1 mission d'audit auprès des CTD	0	1	Priorité accordée aux missions spéciales et Insuffisance des ressources financières
		Déploiement de 5 Missions d'audit des projets et programmes	0	5	Priorité accordée aux missions spéciales et Insuffisance des ressources financières
		Audit de 4 liquidations	0	4	Priorité accordée aux missions spéciales et Insuffisance des ressources financières

		Déploiement de 16 missions BIP	5	11	Priorité accordée aux missions spéciales et Insuffisance des ressources financières
		Déploiement des missions spéciales	ND	7	Missions non programmées par l'Institution, mais prises en charge dans son budget
Renforcement des capacités du CDBF	Renforcer les capacités du CDBF	Tenue de 40 sessions ordinaires et spéciales pour l'Instruction des dossiers des Mis en Cause au CDBF	43	3	Intense activité du CDBF caractérisée par la traduction de beaucoup de gestionnaires devant cette instance
		Instructions de 30 dossiers	45	15	Intense activité du CDBF caractérisée par la traduction de beaucoup de gestionnaires devant cette instance

		Suivi de toutes les décisions rendues	ND	0	Insuffisance des ressources financières
--	--	---------------------------------------	----	---	---

Programme 2 : AMELIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL JURIDIQUE ET METHODOLOGIQUE DU CONTROLE ADMINISTRATIF EN VUE DE SON ARRIMAGE AUX STANDARDS INTERNATIONAUX

Action	Activités	prévues	réalisées	Ecart	Commentaires
Harmonisation et optimisation du système de contrôle administratif	Elaboration des textes réglementaires visant à améliorer la cohérence du système de contrôle administratif	3 Textes élaborés	03 textes signés	0	RAS
	Création d'un observatoire auprès de la DEAJ chargé du suivi des organes du contrôle interne	01 Observatoire créé	01 observatoire créé et fonctionnel	/	RAS
	Evaluation de la mise en œuvre du cadre institutionnel juridique et méthodologique en matière de vérification	01 Rapport d'évaluation	Rapport d'évaluation disponible	/	RAS

	Benchmarking auprès des Institutions étrangères similaires en vue du renforcement des capacités des responsables de la DEAJ	Un rapport d'étude	Rapport d'étude disponible	/	RAS
	Appui au renforcement des capacités des ordonnateurs, gestionnaires et organes de contrôle interne	Renforcement des capacités de 60 ordonnateurs, gestionnaires et auditeurs internes	55 ordonnateurs, gestionnaires et auditeurs internes entités formés	/	RAS
Capitalisation des apports de la coopération nationale et internationale	Création et opérationnalisation d'une plateforme pour faciliter la concertation, les échanges et le dialogue entre les partenaires de l'ISC	Textes élaborés et fora d'échanges organisés	01 texte élaboré et des fora tenus	/	Réticence de certaines Instances nationales à la mise sur pieds d'un cadre d'échange

	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de formation adapté aux exigences du nouveau cadre institutionnel et méthodologique	Plan de formation élaboré et 420 personnels formés	390 personnels formés	1 atelier n'a pu être organisé	Insuffisance des ressources financières
	Organisation et participation aux fora nationaux et internationaux	Fora nationaux et internationaux organisés	Plusieurs fora nationaux et internationaux organisés	/	Insuffisance des ressources financières

Programme 3: Pilotage et renforcement des capacités institutionnelles

Action	Activités	Prévues	Réalisées(en fin 2013)	Ecart	Commentaires
Mise en place d'un système d'information et de communication moderne	Mise en œuvre de la stratégie de communication du CONSUPE	Développement de la stratégie de communication	Stratégie de communication disponible	0	RAS
	Mise en œuvre SDI	Développement d'applications informatiques	Equipements acquis	0	RAS

	Maintenance des systèmes d'informations	Mise à jour du système informatique	Equipements acquis	0	RAS
	Finalisation et mise œuvre stratégie de communication du CONSUPE	Stratégie de communication	Stratégie de communication finalisée	0	RAS
	Mise en place d'un système de collecte et d'analyse des données statistiques	Existence d'une banque de données	/	/	RAS
Management des ressources humaines	Modernisation de la gestion du personnel et de la solde au sein de l'Institution	Fichier actualisé du personnel	Fichier des personnels et de la solde non assaini	0	Dossiers des personnels incomplets

	Motivation des personnels	-Existence du statut du vérificateur -Amélioration des conditions de rémunération des vérificateurs - Améliorations des conditions financières d'exécution des missions	Revalorisation des conditions financières d'exécution des missions	Statut du vérificateur non signé	Document en cours de finalisation
Rationalisation de la gestion des ressources matérielles et infrastructurelles	Modernisation du parc infrastructurel	Amélioration du cadre de travail	Equipements et mobiliers de bureau acquis	0	RAS
	Gestion rationnelle des ressources matérielles	Amélioration des conditions de travail	Travaux de réhabilitation du bâtiment D achevés Acquisition de 5 (cinq) véhicules de missions	0	RAS
Renforcement de la chaîne PPBS	Elaboration PAP	PAP	PAP validé	0	RAS
	Elaboration CDMT	CDMT	CDMT validé	0	RAS
	Elaboration du PPA et RAP	PPA et RAP	PPA validé	0	RAS
	Suivi – évaluation	RAPPORTS	Rapports disponibles	0	RAS

	Pilotage PPBS	RAPPORTS	Rapports disponibles	0	RAS
Pilotage et coordination des services	Suivi	Rapports et notes de suivi	Rapports et notes de suivi disponibles	0	RAS
	Evaluation	Rapports trimestriels et semestriels d'évaluation	Rapports et notes de suivi disponibles	0	RAS
	Communication et protocole	-Meilleure communication interne et externe -Meilleure organisation des cérémonies	Organisation rationnelle des cérémonies	0	RAS
	Appui aux structures spécialisées	Existence des ressources y dédiées	Fonctionnement optimal des structures	0	RAS
	Maîtrise des dépenses communes	Système de gestion rationnelle	Dépenses maîtrisées	0	RAS
	Assistance et Conseil MINDEL	Appui au pilotage	Rapports d'activités disponibles	0	RAS
	Pilotage institutionnel	Rapports d'activités	Rapports d'activités disponibles	0	RAS

a) Exercice 2014

PROGRAMME 1 : Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique

Action	Activités	Extrants programmés (voir PPA et	Extrants obtenus (en fin 2014)	Ecart	commentaires

<p><u>Action 2:</u> Renforcement et développement des capacités professionnelles des auditeurs internes des départements ministériels et organismes publics</p>	<p><u>Activité 1:</u> Développement et actualisation des outils et méthodes de vérification</p>	<p>03 outils et méthodes de vérification actualisés</p>	<p>Les nouvelles méthodes de vérification (vérification d'urgence), feuille de travail et plan de vérification élaborés</p>	<p>0</p>	<p>Activité réalisée</p>
	<p><u>Activité 2:</u> Edition et vulgarisation des outils de vérification</p>	<p>03 Outils de vérification vulgarisés</p>	<p>Feuilles de travail, plan de vérification et les procès-verbaux disponibles</p>	<p>0</p>	<p>Activité réalisée</p>
	<p><u>Activité 3:</u> Organisation des ateliers de formation au profit de 300 auditeurs internes des administrations publiques, des organismes publics et des CTD, suivi des missions pilotes</p>	<p>03 ateliers de formation</p>	<p>03 ateliers organisés</p>	<p>0</p>	<p>Activité réalisée</p>
<p><u>Action 3:</u> Renforcement des capacités professionnelles du personnel du CONSUPE</p>	<p><u>Activité 1:</u> Organisation des ateliers d'initiation aux techniques de vérification</p>	<p>01 atelier</p>	<p>01 atelier organisé</p>	<p>0</p>	<p>Activité réalisée</p>

	<u>Activité 2:</u> Organisation des ateliers de mise à jour des connaissances au profit des anciens vérificateurs	03 ateliers	03 ateliers organisés	0	Activité réalisée
	<u>Activité 3:</u> Organisation des ateliers sur des thématiques spécifiques (audits environnemental , de performance, des recettes et de la dette publique) de la vérification	01 atelier	01 atelier organisé	0	Activité réalisée
	<u>Activité 4:</u> Formation de longue durée sur des aspects de la vérification au profit des personnels techniques	01 atelier	01 atelier organisé	0	Activité réalisée
<u>Action 4:</u> Développement et renforcement de la coopération avec les autres acteurs intervenant dans la protection de la fortune publique	<u>Activité 1:</u> Amélioration de la plateforme interactive CONSUPE-IGM et autres acteurs institutionnels nationaux	01 convention	0	01	Négociation en cours de finalisation
	<u>Activité 2:</u> Organisation des plateformes interactives	01 convention	0	01	Activité non réalisée

PROGRAMME 2 : Intensification, Diversification des Audits et Systématisation de la sanction à l'encontre des Gestionnaires indélécats

Actions	Activités	Extrants programmés (voir PPA et	Extrants obtenus (en fin 2014)	Ecart	commentaires
Intensification et diversification des audits	<i>Activité 1:</i> Assistance juridique à l'exécution des missions	11 missions de contrôles appuyées par les experts du MINMAP	11 Rapports paraphés par les experts	0	Tous les experts sollicités ont signé des procès-verbaux
	Rationalisation de la gestion des missions de contrôle	élaboration des 03 documents inhérents à la bonne exécution des missions tels que les plans de vérifications, les feuilles de travail, les procès-verbaux de constat....	Documents disponibles (plans de vérification, feuilles de travail, procès-verbaux....)	0	Activité réalisée
	<i>Activité 2:</i> Renforcement de l'exécution des missions	21 Rapports de missions	17 rapports	04	02 missions non déployées dans l'Extrême Nord pour cause d'insécurité, et finalisation en cours de 2 rapports de mission

	<u>Activité 3:</u> Le contrôle et l'exploitation des audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements	Rapports d'exploitation des audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements	02	Indisponible le nombre d'audits réalisés par les cabinets privés n'étant pas encore connu	Ce chiffre se justifie par le fait qu'il s'agit de la première année d'exécution de cette activité
	<u>Activité 4:</u> Production des rapports d'audits	17 rapports	17 rapports	0	Activité réalisée
Systematisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indelicats	<u>Activité 1:</u> Renforcement des capacités de la coopération avec les autres instances de sanction	Signature 01 convention de coopération avec d'autres instances de sanction	0	01	Processus en cours
	<u>Activité 2:</u> Intensification de la traduction des gestionnaires, ordonnateurs et gérants des crédits publics devant le CDBF	25 sessions du CDBF pour 41 ordonnateurs et gestionnaires traduits	23 sessions tenues pour 36 ordonnateurs et gestionnaires sanctionnés	02 sessions non tenues et 04 mis en cause acquittés	L'insuffisance des ressources financières n'a pas permis la tenue de toutes les sessions du CDBF comme prévues

	<u>Activité 3:</u> Renforcement du suivi de l'exécution des décisions du CDBF	Recouvrement des ressources distraites d'un montant de 3 195 818 477 FCFA	Recouvrement effectif de 13 000 000 FCFA	3 182 818 477	Ce faible chiffre de recouvrement des ressources distraites s'explique par l'insuffisance des ressources financières allouées à l'Institution ; ce qui n'a pas permis le déploiement de l'équipe mixte chargée du suivi de l'exécution des décisions du CDBF
--	--	---	--	---------------	--

PROGRAMME 3 : Gouvernance et appui institutionnel

Action	Activités	Extrants programmés (voir PPA et	Extrants obtenus (en fin 2014)	Ecarts	commentaires
--------	-----------	-------------------------------------	--------------------------------	--------	--------------

3. Rationalisation de la gestion des ressources matérielles et infrastructurelles	<u>Activité 1:</u> Modernisation du parc infrastructurel	-achèvement des travaux d'extension du bâtiment D -Démarrage des travaux d'extension du bâtiment A -Contrôle et surveillance des travaux d'extension du bâtiment A	-Bâtiment D réhabilité -travaux d'extension du bâtiment A engagé Marché de Contrôle et surveillance des travaux d'extension du bâtiment A	0	Le marché relatif aux travaux d'extension du bâtiment A, a été résilié en décembre 2014 et réattribué à une seconde entreprise. Les travaux sont en cours d'exécution. La maitrise d'œuvre étant liée au marché relatif à l'extension, ce dernier est aussi en cours d'exécution
	<u>Activité 2:</u> Gestion rationnelle des ressources matérielles	-Acquisition de • 09 véhicules • 15 téléviseurs • 20 réfrigérateu rs • 08 destructeur s de papier • 01 unité de vidéo surveillance Réhabilitation du système électrique	09 véhicules de mission ; 15 téléviseurs 20 réfrigérateurs 08 destructeurs de papier 01 unité de vidéo surveillance mise en conformité du système électrique des bâtiments du CONSUPE	0	Activité réalisée
4. Renforcement des capacités institutionnelles	<u>Activité 3:</u> Réduction des champs de résistance	Tenue d'une séance de concertation avec les partenaires de l'ISC	01 concertation tenue	0	Activité réalisée

	<u>Activité 4:</u> Développement des Lobbyings	Un plan stratégique de lobbying élaboré	rapport de mission de benchmarking	0	sur la base de l'expérience acquise lors de ces missions, le plan stratégique sera élaboré
5. Prospective, Développement stratégique de l'ISC	<u>Activité 1:</u> Elaboration PAP	PAP produit	PAP disponible	0	Activité réalisée
	<u>Activité 2:</u> Elaboration CDMT	CDMT produit	CDMT disponible	0	Activité réalisée
	<u>Activité 3:</u> Elaboration RAP et PPA	RAP et PPA produits	RAP et PPA disponibles	0	Activité réalisée
	<u>Activité 4:</u> Elaboration de la stratégie sectorielle	projet de document de stratégie sectorielle	projet de document de stratégie	01	Validation suspendu par le MINEPAT
	<u>Activité 5:</u> Suivi du DSCE et du PPBS	02 Rapports	02Rapports	0	Activité réalisée
	<u>Activité 6:</u> Travaux de conception et études	Rapports d'études	0	0	Activité non budgétisée
	<u>Activité 7:</u> Pilotage des activités de la chaîne PPBS	01 rapport d'activité de la chaîne PPBS	01 rapport d'activité	0	Activité réalisée
6. Pilotage et coordination des services	<u>Activité 1:</u> Suivi des activités	Rapports et notes de suivi	Rapport d'activités	0	Activité réalisée
	<u>Activité 2:</u> Contrôle et évaluation des performances du fonctionnement des services interne	Rapports trimestriels et semestriels d'évaluation	Rapports d'évaluation	0	Activité réalisée

	<u>Activité 3:</u> Communication et protocole	01 Plan de communication défini	01 plan de communication opérationnel	0	Activité réalisée
	<u>Activité 4:</u> Appuis aux structures spécialisées	Existence des ressources y dédiées	Ressources en cours de mobilisation	0	Activité réalisée
	<u>Activité 5:</u> Maîtrise des dépenses communes	Système de gestion rationnel	Gestion rationnelle de ressources	0	Activité réalisée
	<u>Activité 6:</u> Assistance et conseil au MINDEL	Rapports et notes d'études transmis au MINDEL	Rapports et notes d'études	0	Activité réalisée
	<u>Activité 7:</u> Pilotage institutionnel	01 Feuille de route et 12 plans d'actions	12 rapports d'activités produits	0	Activité réalisée

a) c) Exercice 2015

PROGRAMME 1 : Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique

Action	Activités	Extrants programmés	Extrants obtenus (en cours)	Ecarts	commentaires
<u>Action 1:</u> Sensibilisation aux enjeux de la protection de la fortune publique	<u>Activité 1:</u> Organisation des formations, séminaires et ou conférences techniques sur des thématiques inhérentes à la protection de la fortune publique	04 ateliers	02 ateliers	02	Les autres ateliers se dérouleront au courant du deuxième semestre

	<p><u>Activité 2:</u> Conception, édition et distribution des recueils des textes normatifs en matière de gestion des finances publiques</p>	01 recueil des textes normatifs à concevoir, éditer et distribuer	0	01	Cette activité est en cours de réalisation et sera achevée avant la fin de l'exercice budgétaire
	<p><u>Activité 3:</u> Organisation des campagnes de sensibilisation</p>	01 campagne nationale de sensibilisation	0	01	Les préparatifs de la mise en œuvre de cette activité sont en cours de finalisation et la campagne sera lancée au courant du semestre
<p>Action 2: Renforcement et développement des capacités professionnelles des auditeurs internes des départements ministériels et organismes publics</p>	<p><u>Activité 1:</u> Développement et actualisation des outils et méthodes de vérification</p>	02 outils de vérification (plan de vérification et feuilles de travail) et 01 méthode de vérification	-Plan de vérification actualisé -feuilles de travail revues -vérification d'urgence instituée	0	Toutes les activités prévues à ce niveau sont déjà réalisées
	<p><u>Activité 2:</u> Organisation des ateliers de renforcement des capacités des personnels des IGM, des CTD et des EPA</p>	03 ateliers	01 atelier	02 ateliers	Les autres ateliers seront organisés au courant de ce semestre
<p>Action 3: Renforcement des capacités professionnelles du personnel du CONSUPE</p>	<p><u>Activité 1:</u> Organisation des ateliers de formation des personnels du CONSUPE</p>	05 ateliers	02 ateliers	03 ateliers	Les autres ateliers seront organisés au courant de ce semestre

	<u>Activité 2:</u> Négociation des accords de coopération avec les partenaires de l'ISC	02 accords	0	02 accords	Processus de négociation en cours
	<u>Activité 3:</u> Organisation des plateformes avec les Administrations techniques pour l'amélioration des capacités des personnels dans des domaines spécifiques	01 plateforme	0	01 plateforme	Réalisation de l'activité prévue avant la fin de l'exercice, préparatifs en cours
Action 4: Développement et renforcement de la coopération avec les autres acteurs intervenant dans la protection de la fortune publique	<u>Activité 1:</u> Organisation de la plateforme interactive, CONSUPE et les autres acteurs institutionnels nationaux	01 plateforme	0	01	Réalisation de l'activité prévue avant la fin de l'exercice, préparatifs en cours
	<u>Activité 2:</u> Organisation des plateformes d'échange avec la société civile et les médias	02 plateformes	0	02	Les activités prévues seront exécutées, préparatifs en cours
Action 5: Renforcement des capacités des gestionnaires de crédit	<u>Activité 1:</u> Organisation des sessions de formation et des séminaires de renforcement des capacités au profit des gestionnaires	02 sessions	0	02	Les activités prévues seront exécutées, préparatifs en cours

	<u>Activité 2:</u> Elaboration du guide du gestionnaire et vulgarisation des textes des finances publiques	01 guide du gestionnaire élaboré	0	01	Cette activité est en cours d'élaboration
Action 6: Diversification des modes d'intervention	<u>Activité 1:</u> Evaluation des projets et programmes	01 rapport d'évaluation	0	01	Cette activité est en cours d'élaboration
	<u>Activité 2:</u> Développement des nouveaux modes opératoires moins coûteux	01 méthode de vérification	01 la vérification d'urgence	0	Activité réalisée

PROGRAMME 2 : Intensification, Diversification des audits et systématisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indécis

Action	Activités	Extrants programmés	Extrants obtenus (en cours)	Ecarts	commentaires
<u>Action 1:</u> Intensification et diversification des audits	<u>Activité 1:</u> Assistance juridique à l'exécution des missions	5 équipes de missions appuyées par les experts	0	05	Les équipes de mission susceptibles de recourir à l'expertise externe ne sont pas encore déployées sur le terrain
	<u>Activité 2:</u> Rationalisation de la gestion des missions de contrôle	01 rapport d'activités	0	01	Le rapport y relatif est encore en élaboration
	<u>Activité 3:</u> Renforcement de l'exécution des missions	15 équipes de mission déployées	08	07	Priorité accordée aux missions spéciales

	<u>Activité 4:</u> Le contrôle et l'exploitation des audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements	Réception des rapports d'audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements	0	Indisponible le nombre d'audit n'étant pas connu d'avance	Processus de recensement des audits réalisés par les cabinets privés pour le compte de l'Etat et de ses démembrements en cours
	<u>Activité 5:</u> Production des rapports d'audits	17 rapports d'audits	11 rapports de mission produits	06	Les autres rapports de mission sont en cours de rédaction
Action 2: systématisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indélégués	<u>Activité 1:</u> Renforcement des capacités et de la coopération avec les autres instances de sanction	02 conventions	0	02	Processus de négociation en cours de finalisation
	<u>Activité 2:</u> Intensification de la traduction des gestionnaires, ordonnateurs et gérants des crédits publics devant le CDBF	25 sessions du CDBF	07	18	L'insuffisance et l'indisponibilité des ressources financières justifient cet écart
	<u>Activité 3:</u> Renforcement du suivi de l'exécution des décisions du CDBF	10 équipes de missions	05	05	l'indisponibilité des ressources financières justifient cet écart

PROGRAMME 138:Gouvernance et appui institutionnel du CONSUPE

Action	Activités	Extrants programmés	Extrants obtenus (en cours)	Ecarts	commentaires
--------	-----------	---------------------	-----------------------------	--------	--------------

1. Mise en place d'un système d'information et de communication moderne	Elaboration du schéma directeur Informatique	Schéma directeur informatique 2016-2020 disponible	Schéma directeur informatique en cours d'élaboration	/	R.A.S.
	Maintenance des systèmes d'information	01 système de sécurisation des données	01 système de sécurisation des données fonctionnel	0	Activité réalisée
	Protocole et communication	01 document de stratégie de la gestion de la communication et du protocole	0	01	Document en cours d'élaboration
	Mise en œuvre du schéma directeur informatique	Acquisition de 350 licences antivirus	0	350 licences antivirus	Processus d'acquisition en cours
2. Management des ressources humaines	Modernisation de la gestion du personnel et de la solde	Émission automatique des actes de carrière et de la solde	317 actes produits	0	Poursuite du processus de production automatique des actes de carrière et de la solde
	Motivation du personnel	Existence du statut du personnel du CONSUPE Amélioration des conditions de rémunération du personnel	0	01	Document en attente de convocation du comité interministériel
3. Rationalisation de la gestion des ressources matérielles et infrastructurelles	Modernisation du parc infrastructurel	Livraison des travaux d'extension du bâtiment A	extension du bâtiment "A" en cours (phase 1)	0	R.A.S.

	Gestion rationnelle des ressources matérielles	-Acquisition de 16 téléviseurs -Acquisition de 16 meubles TV -Acquisition de 100 fiches multiples -Acquisition de 25 réfrigérateurs -Acquisition de 9 véhicules de mission -Acquisition de 6 destructeurs de papier -acquisition du mobilier de bureau	0	-Acquisition de 16 téléviseurs -Acquisition de 16 meubles TV -Acquisition de 100 fiches multiples -Acquisition de 25 réfrigérateurs -Acquisition de 9 véhicules de mission -Acquisition de 6 destructeurs de papier -acquisition du mobilier de bureau	R.A.S
4. Renforcement des capacités institutionnelles	Réduction des champs de résistance	Tenue d'une séance de concertation avec les partenaires de l'ISC	0	01	Les consultations pour la tenue de ces assises se poursuivent
	Développement des Lobbyings	Un plan stratégique de lobbying élaboré	document en cours d'élaboration	/	R.A.S.
5. Prospective, et développement stratégique de l'ISC	Elaboration PAP	PAP produit	revue des programmes	0	Activité réalisée
	Elaboration CDMT	CDMT produit	1	0	RAS
	Suivi du DSCE et du PPBS	2 Rapports d'activités	0	02	Activités en cours d'évaluation
	Mise en place d'un système de collecte des données et d'analyses statistiques	01 rapport d'étude de faisabilité élaboré	01 rapport	Activité en cours de réalisation	R.A.S.
	Coordination des activités de la CELPET	Cellule fonctionnelle	Cellule fonctionnelle	/	R.A.S.

6. Mise en place d'un système intégré de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque	Coordination des activités du CDA	CDA fonctionnel	CDA fonctionnel	/	R.A.S.
	Modernisation des archives	Système d'archivage moderne	étude de faisabilité de la numérisation des archives	/	Rapport disponible
	Modernisation de la bibliothèque	Bibliothèque moderne et fonctionnelle	activité programmée pour l'Exercice 2016		R.A.S.
7. Pilotage et coordination des services	Suivi des activités	Rapports et notes de suivi	Rapports et notes de suivi disponibles		R.A.S.
	Contrôle et évaluation des performances du fonctionnement des services internes	Rapports trimestriels et semestriels d'évaluation	Rapports disponibles	/	R.A.S.
	Appui aux structures spécialisées	Existence des ressources y dédiées	Ressources en cours de mobilisation	/	R.A.S.
	Gestion courante des affaires générales	Fonctionnement harmonieux des services	Fonctionnement harmonieux des services	/	R.A.S.
	Maitrise des dépenses communes	Système de gestion rationnel	Gestion rationnelle de ressources	/	R.A.S.
	Assistance et conseil au MINDEL	Rapports et notes d'étude transmis au MINDEL	Rapports et notes d'études	/	R.A.S.
	Pilotage institutionnel	Feuille de route et plans d'actions	Rapports d'activités	11 rapports d'activités produits au 1 ^{er} semestre	Activités en cours d'évaluation

■ 3.2. BILAN FINANCIER

1.1.1 SUR LE PLAN FINANCIER

Les ressources mises à disposition pour l'atteinte de ces réalisations ont été réparties de manière efficiente dans l'optique de toucher le maximum de cibles. Cependant, la modicité des moyens disponibles a souvent contraint à étaler sur plusieurs exercices la programmation de certaines activités. Le budget afférent à la période de 2013 à 2015 est évalué à **14 470 000 (quatorze milliards quatre cent soixante-dix millions)** FCFA répartis ainsi qu'il suit :

Sources de financement	Rubrique	2013 (milliers de F CFA)		2014 (milliers de F CFA)		2015 (milliers de F CFA)	
		Montant	% réalisation	Montant	% réalisation	Montant	% réalisation
Ressources internes ordinaires /spéciales	BF	3 646 000	100%	4 057 000	96,61%	4 459 400	71,97%
	BIP	700 000	96,68%	900 000	96,65%	900 000	58,09%
Total		4 346 000	98,34%	4 957 000	96,63%	5 359 400	65,03%

Il ressort des données du graphique que pour la période allant de 2013 à 2015, le budget global a connu une légère augmentation d'année en année.

Concernant l'exercice 2015, le tableau ci-dessous fait la synthèse de l'exécution du budget dudit exercice.

Le taux d'exécution du budget de l'exercice 2015 au 31 juillet est de 71,97% pour le fonctionnement et 58.09% pour l'investissement tel qu'il ressort des tableaux-dessous :

Programme 1:	Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique
Objectif:	Réduire le nombre d'irrégularités dans la gestion de la fortune publique
Indicateur:	Proportion des Administrations produisant des informations complètes et transparentes sur leur gestion

Action	Montant AE (En Milliers de FCFA)	Montant CP (En Milliers de FCFA)	Montant révisé	% Conso A.E.	% Engagement C.P.	% Liquidation C.P.	Observations
Action 1: Sensibilisation aux enjeux de la protection de la fortune publique	135 000 000	135 000 000	135 000 000	45,52	45,52	45,52	RAS
Action 2: Renforcement et développement des capacités professionnelles des auditeurs internes des départements ministériels et des organismes publics	40 500 000	40 500 000	40 500 000	69,02	69,02	69,02	RAS
Action 3: Renforcement des capacités professionnelles des personnels du CONSUPE	102 000 000	102 000 000	102 000 000	76,96	76,96	76,96	RAS

Action 4: Développement et renforcement de la coopération avec les acteurs intervenant dans la protection de la fortune publique	21 000 000	21 000 000	21 000 000	85,21	85,21	85,21	RAS
Action 5: Renforcement des capacités des gestionnaires de crédit	61 000 000	61 000 000	61 000 000	79,37	79,37	79,37	RAS
Action 6: Diversification des modes d'intervention	14 000 000	14 000 000	14 000 000	76,65	76,65	76,65	RAS
-							
Programme 2:	Intensification, Diversification des audits et systématisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indélégués						
Objectif:	Réduire le risque de mal gouvernance et réparer les préjudices subis par l'Etat						
Indicateur:	Proportion des gestionnaires indélégués traduits devant le CDBF						
Action	Montant AE (En Milliers de FCFA)	Montant CP (En Milliers de FCFA)	Montant révisé	% Conso A.E.	% Engagement C.P.	% Liquidation C.P.	Observations

Action 1: Intensification et Diversification des audits	1 455 000 000	1 455 000 000	1 455 000 000	80,98%	80,98%	80,98%	Ce taux de consommation s'explique par la prise en charge au cours de cet exercice des frais de rallonge des missions du précédent exercice budgétaire
Action 2: Systématisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indélicats	198 800 000	198 800 000	291 800 000	80,24	80,24	80,24	RAS
Programme 3:	Gouvernance et appui Institutionnel des Services du contrôle Supérieur de l'Etat						
Objectif:	Appuyer la mise en œuvre des programmes des Services du Contrôle supérieur de l'Etat						
Indicateur:	Taux d'exécution du plan de mise à disposition des ressources financières						
Action	Montant AE (En Milliers de FCFA)	Montant CP (En Milliers de FCFA)	Montant révisé	% Conso A.E.	% Engage ment C.P.	% Liquida tion C.P.	Observa tions

Action 1: Mise en place d'un système d'informations et de communication moderne	158 000 000	158 000 000	158 000 000	99,77	99,77	99,77	RAS
Action 2: Management des ressources humaines	748 500 000	748 500 000	748 500 000	47,58	47,58	47,58	RAS
Action 3: Rationalisation de la gestion des ressources matérielles et infrastructurelles	969 500 000	969 500 000	969 500 000	58,76	58,76	58,76	RAS
Action 4: Renforcement des capacités institutionnelles	50 000 000	50 000 000	50 000 000	98,23	98,23	98,23	RAS
Action 5: Prospective, et développement stratégique de l'ISC	64 500 000	64 500 000	64 500 000	86,81	86,81	86,81	RAS

Action 6: Mise en place d'un système intégré de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque	40 000 000	40 000 000	40 000 000	93,00	93,00	93,00	RAS
Action 7: Pilotage et coordination des services	1 109 200 000	1 109 200 000	1 208 600 000	77,66	77,66	77,66	RAS
-							
TOTAL CONSUPE	5 167 000 000	5 167 000 000	5 359 400 000	68,36	68,36	68,36	RAS

Il ressort du tableau ci-dessus qu'à ce jour, le budget de l'Institution est consommé à hauteur de 64,62%.

1.1.2 BILAN DE L'EXECUTION DU BUDGET 2015 PAR GRANDES MASSES

<i>Montants en milliers de francs CFA</i>	DOTATION	MONTANT ENGAGE	MONTANT RESTANT	Pourcentage engagé	
SALAIRE	768 000 000	640 000 000	128 000 000	83,33%	
TRAITEMENT HORS PERSONNEL	561 000 000	561 000 000	0	100,00%	
BOURSES ET STAGE	212 000 000	169 558 467	42 401 533	83,14%	
AUTRES BIENS ET SERVICES	2 726 000 000	2 178 542 768	736 020 000	82,60%	

TOTAL	4 267 000 000	3 549 101 000	918 670 000	87,26%	
--------------	--------------------------	--------------------------	------------------------	---------------	--

Il découle du tableau ci-dessus que dans le cadre de l'exécution du budget 2015, le budget de fonctionnement est consommé à hauteur de 70,31%.

1.1.3 BILAN DE L'EXECUTION DU BUDGET 2015 (FONCTIONNEMENT)

<i>Montants en francs CFA</i>	DOTATION	M O N T A N T ENGAGE	M O N T A N T RESTANT	% engagé
B U D G E T D E FONCTIONNEMENT	4 267 000 000	3 040 330 000	918 670 000	71,97%
TOTAL	4 267 000 000	3 040 330 000	918 670 000	71,97%

1.1.4 BILAN DE L'EXECUTION DU BUDGET 2015(BIP)

BUDGET D'INVESTISSEMENT	Nombre de projets	MONTANT	Taux d'engagement	Taux de réalisation
Commission Ministérielle de Passation des Marchés	11	550 000 000	100%	100%
Commission Centrale de Passation des Marchés (Compétence MINMAP)	01	350 000 000	0%	0%
TOTAL	12	900 000 000	90%	90%

Il convient de relever qu'en plus de ce tableau, dans le cadre de l'exécution du BIP de l'exercice 2015, le CONSUPE a bénéficié d'un portefeuille de **douze (12) Marchés** d'un montant global de **900 000 000 (neuf cent millions) FCF**.

Eu égard aux seuils de compétence des Commissions de Passation de Marchés fixés par le décret N°2012/075 du 08 mars 2012, modifié et complété par le décret N° 2013/271 du 05 août 2013, l'état d'exécution au 31 juillet 2015 du plan de passation dudit portefeuille se présente ainsi qu'il suit :

- tous les **onze (11) Marchés** relevant de la compétence du CONSUPE, pour une valeur de **550 000 000 F CFA (cinq cent cinquante millions)** ont été attribués. Les contrats y relatifs ont été signés et les engagements effectués. Lesdits projets sont en cours d'exécution et deux

ont même déjà été réceptionnés.

- **un (01) Marché** relatif à l'acquisition des véhicules de mission, d'une valeur de **350 000 000 F CFA (trois cent cinquante millions)**, et qui relève de la compétence de la Commission Centrale du MINMAP, est en cours d'attribution.

En définitive, au 31 juillet 2015, les phases de lancement, d'attribution et d'engagement de **tous les Marchés relevant de la compétence du CONSUPE sont achevées. Le taux d'engagement à date est de 90%.**

■ 3.3. PERSPECTIVES

1.1.1 PERSPECTIVES

L'atteinte des objectifs assignés à une organisation, est tributaire en partie des moyens alloués. Ceci se vérifie dans une administration comme le Contrôle Supérieur de l'Etat qui est chargé de la protection de la fortune publique. Aussi, les perspectives à court terme sont les suivantes :

Renforcer la lutte contre les atteintes à la fortune publique en intensifiant les missions d'audits et en systématisant la sanction à l'encontre des auteurs des atteintes à la fortune publique ;

Renforcer la prévention des atteintes à la fortune publique ;

Suivre l'exécution des décisions du CDBF à travers la commission mixte de suivi des décisions du CDBF en déployant des missions de recouvrement dans les 10 Régions et à l'étranger ;

Poursuivre la traduction des gestionnaires du BIP auteur des fautes de gestion ;

Améliorer le système de répression non judiciaire des atteintes à la fortune publique en créant des synergies entre les acteurs institutionnels chargés de la protection des biens publics ;

Renforcer les capacités, améliorer le cadre et les conditions de travail du personnel ;

Former le personnel de la solde et en liquidation des droits ;

Elaborer le Manuel de procédure ;

Défendre les intérêts de l'Etat devant les juridictions.

■ 4. PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE

1.1 PRESENTATION DE L'OBJECTIF STRATEGIQUE

En référence à la répartition du travail gouvernemental, le CONSUPE s'est fixé pour objectif stratégique, la promotion des pratiques de bonne gouvernance en veillant sur la reddition des comptes et la lutte contre les atteintes à la fortune publique.

Cet objectif est issu de la vision à long terme par laquelle le Cameroun ambitionne à l'horizon 2020 à mettre en œuvre entre autres, une stratégie d'amélioration de la gouvernance et de la gestion de l'Etat.

L'atteinte de cet objectif s'effectuera dans le cadre des programmes suivants :

Programme 1 : Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique ;

Programme 2 : Intensification, diversification des audits et systématisation de la

sanction à l'encontre des gestionnaires indéliçats

Programme 3 : Pilotage et Renforcement des capacités opérationnelles des Services.

5. PRESENTATION DU CADRE STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DES PROGRAMMES

La stratégie de la mise en œuvre des programmes se fera ainsi qui suit :

Programme 1 : Renforcement de la prévention des atteintes à la fortune publique

L'objectif de ce programme est d'accroître la transparence dans la production de l'information sur la gestion de la fortune publique, l'indicateur étant la proportion d'administrations produisant des informations qui traduisent leur bonne gestion.

Les actions ci-après permettront à ce programme d'atteindre son objectif ; il s'agit de :

- sensibilisation populaire aux enjeux de la protection de la fortune publique ;
- renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion et la vulgarisation des textes nationaux portant sur la gestion des finances publiques;
- renforcement de la coopération internationale et de la participation citoyenne à la protection de la fortune publique ;
- dynamisation du contrôle interne dans les administrations publiques et parapubliques ;
- vulgarisation des outils de contrôle et des manuels de procédure.

Programme 2 : Intensification, diversification des audits et systématisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indéliçats.

Il a pour objectif de réduire le risque de mal gouvernance réparer le préjudice subi par l'Etat avec pour indicateur, la proportion des gestionnaires indéliçats contrôlés et traduits devant le CDBF.

Les actions ci-après permettront à ce programme d'atteindre son objectif ; il s'agit de :

- Intensification des audits ;*
- Systématisation de la sanction à l'encontre des gestionnaires indéliçats.*

Programme 3 : Pilotage et Renforcement des capacités opérationnelles des Services.

Le programme 3 quant à lui a pour objectif d'appuyer la mise en œuvre des programmes des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat avec comme indicateur le taux d'exécution du plan de mise à disposition des ressources financières. Les actions à mettre en œuvre sont les suivantes :

- *Mise en place d'un système d'informations et de communications moderne ;*
- *Management des ressources humaines ;*

- Rationalisation de la gestion des ressources matérielles et infrastructurelles ;
- Renforcement des capacités institutionnelles ;
- prospective et développement stratégiques du CONSUPE ;
- Mise en place d'un système intégré de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque ;
- Pilotage et coordination des services.

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 136

RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE						
Actions du programme	Objectif	Indicateurs				
		Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification	
01	SENSIBILISATION POPULAIRE AUX ENJEUX DE LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE	Développer la culture sociale favorable à la protection de la fortune publique	Nombre des séminaires de sensibilisation tenus	0	2	Services centraux
02	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA GESTION ET VULGARISATION DES TEXTES NATIONAUX PORTANT SUR LA GESTION	Améliorer la qualité de la gestion des finances publiques	Nombre d'ateliers de renforcement des capacités tenus	2	2	Services centraux
03	RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE	Impliquer les populations et la communauté internationale dans la protection de la fortune publique	Nombre de conventions signées	2	3	Services centraux
04	DYNAMISATION DU CONTROLE INTERNE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES	Améliorer l'efficacité des contrôle interne dans les administrations	Pourcentage des rapports traduisant la bonne gestion	10	30	Services centraux
05	VULGARISATION DES OUTILS DE CONTROLE ET DES MANUELS DE PROCEDURES	Améliorer le rendement des vérificateurs du CONSUPE	Pourcentage des rapports de mission jugés conformes par le comité de lecture	50	60	CELPET, CELSUI

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 137

INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS						
Actions du programme	Objectif	Indicateurs				
		Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification	
01	INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS	Réduire le risque de mal gouvernance	Nombre de rapports de mission produits	9	20	Services centraux
02	SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	Réparer les préjudices subis par l'Etat	Nombre de sessions tenues	23	35	Services centraux

CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME 138

PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES

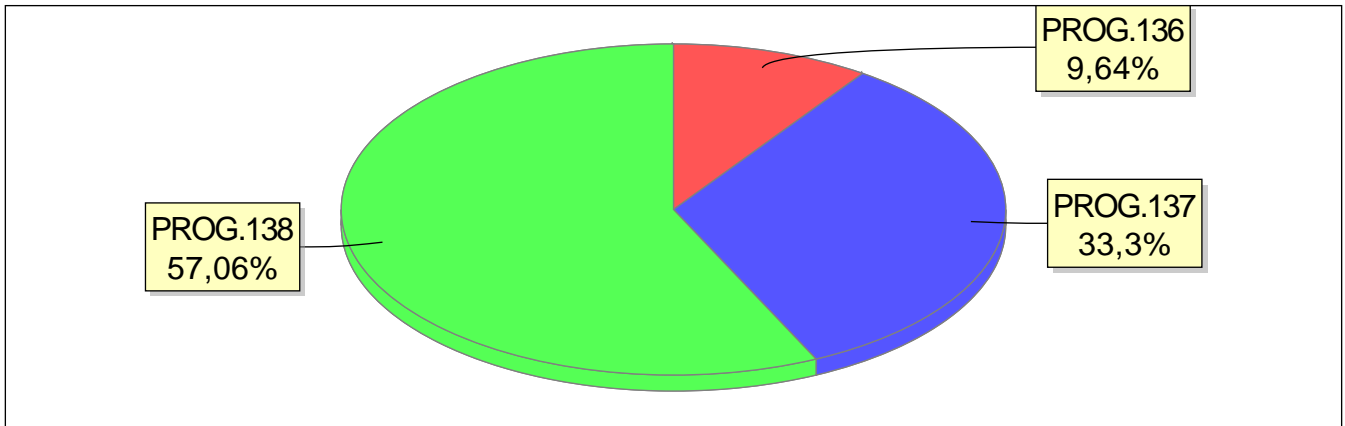
Actions du programme		Objectif	Indicateurs			
			Libellé	Niveau ref.	Niveau cible	Source de vérification
01	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MODERNE	Améliorer la qualité et la quantité de l'information et de la communication interne et externe	Nombre de projets du système d'information et de communication de l'Institution mis en place	3	7	Services centraux
02	MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	Améliorer le rendement des personnels du CONSUPE	Délai moyen de traitement des dossiers	4	2	Services centraux
03	RATIONALISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES MATERIELLES ET INFRASTRUCTURELLES	Améliorer les conditions et le cadre de travail des personnels du CONSUPE	Taux du personnel disposant des commodités standard de travail	70	90	Services centraux
05	PROSPECTIVE, ET DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE DE L'ISC	Améliorer la qualité des programmes et projets	Nombre de documents de planification et de programmation produits	4	7	Services centraux
06	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, DES ARCHIVES ET DE LA BIBLIOTHEQUE	Améliorer la gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque	Disponibilité d'un système de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque	0	0	
07	PILOTAGE ET COORDINATION DES SERVICES	Assurer l'impulsion et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie du CONSUPE	Fréquence des réunions de coordination	0,25	1	Services Centraux

DEUXIEME PARTIE
CONTENU DES PROGRAMMES

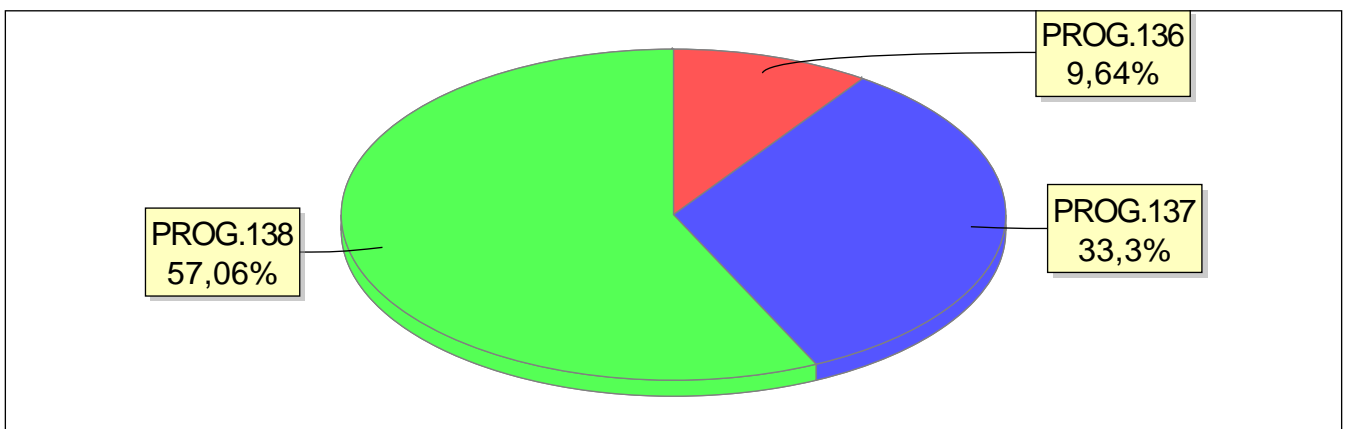
REPARTITION DES CREDITS DU CHAPITRE

NUMÉRO ET INTITULÉ DU PROGRAMME		DEPENSES COURANTES		DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
136	RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	444 040 000	444 040 000	0	0	444 040 000	444 040 000
137	INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	1 533 460 000	1 533 460 000	0	0	1 533 460 000	1 533 460 000
138	PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	2 127 500 000	2 127 500 000	500 000 000	500 000 000	2 627 500 000	2 627 500 000
TOTAL		4 105 000 000	4 105 000 000	500 000 000	500 000 000	4 605 000 000	4 605 000 000

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT



CREDITS DE PAIEMENT



6. PROGRAMME 136

**RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES
ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE**

RESPONSABLE DU PROGRAMME

NDONG TOUNG Antoine

■ 6.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

■ OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 Réduire le nombre d'irrégularités dans la gestion de la fortune publique

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Nombre d'Administration Publiques ayant internalisé les normes du contrôle interne	nb	2016	0	2016	10
2	Nombre d'Etablissements Publics, d'Entreprises Publiques et parapubliques ayant internalisé les normes du contrôle interne	nb	2016	0	2016	10
3	Nombre de Collectivités Territoriales Décentralisées ayant internalisé les normes du contrôle interne	nb	2016	0	2016	10

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre d'Administration Publiques ayant internalisé les normes du contrôle interne	
Objectif	Réduire le nombre d'irrégularités dans la gestion de la fortune publique	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	136 - RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Rapports des organes de contrôle internes des organismes soumis au contrôle du CONSUPE	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Dénombrement des administrations dont les rapports de qualité sur la gestion sont transmis au CONSUPE	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 0
Cible fixée à la fin du programme	Année: 2016	Valeur: 10.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 30
	Année: 2017	Valeur: 30
	Année: 2018	Valeur: 60
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Organes de contrôle interne des organismes soumis au contrôle du CONSUPE	
Mode de collecte des données	Le Service Courrier et Liaison réceptionne les rapports des organes de contrôle interne des organismes soumis au contrôle du CONSUPE contre décharge.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	Le Service du Courrier et de Liaison.	
Vérification/ Validation des données	- Evaluation de la vraisemblance des données; - Recoupement.	
Service responsable de la synthèse des données	La Cellule de la Prospective et des Etudes Techniques	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	La Cellule de la Prospective et des Etudes Techniques avec l'appui de l'INS.	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	L'existence du rapport ne traduit pas forcément sa pertinence. Normalement, pour qu'il soit pris en compte, le rapport doit respecter certains canons et fournir toutes les informations nécessaires afin de permettre une meilleure exploitation. Une formation doit être faite dans ce sens pour espérer avoir des données pertinentes. Seuls les rapports traduisant de la bonne gestion des administrations seront pris en compte pour mesurer le niveau d'atteinte des objectifs. la dépendance des IGM et auditeurs internes aux gestionnaires ne garantie fait peser des doutes sur la fiabilité de l'information fournie.	
Modalités d'interprétation	Plus la gestion est saine, mieux la culture de reddition des comptes sera établie.	
5) Commentaires		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre d'Etablissements Publics, d'Entreprises Publiques et parapubliques ayant internalisé les normes du contrôle interne	
Objectif	Réduire le nombre d'irrégularités dans la gestion de la fortune publique	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	136 - RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Rapports des organes de contrôle internes des organismes soumis au contrôle du CONSUPE	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Dénombrement des administrations dont les rapports de qualité sur la gestion sont transmis au CONSUPE	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 0
Cible fixée à la fin du programme	Année: 2016	Valeur: 10.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 30
	Année: 2017	Valeur: 30
	Année: 2018	Valeur: 60
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Organes de contrôle interne des organismes soumis au contrôle du CONSUPE	
Mode de collecte des données	Le Service Courrier et Liaison réceptionne les rapports des organes de contrôle interne des organismes soumis au contrôle du CONSUPE contre décharge.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	Le Service du Courrier et de Liaison.	
Vérification/ Validation des données	- Evaluation de la vraisemblance des données; - Recoupement.	
Service responsable de la synthèse des données	La Cellule de la Prospective et des Etudes Techniques	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	La Cellule de la Prospective et des Etudes Techniques avec l'appui de l'INS.	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	L'existence du rapport ne traduit pas forcément sa pertinence. Normalement, pour qu'il soit pris en compte, le rapport doit respecter certains canons et fournir toutes les informations nécessaires afin de permettre une meilleure exploitation. Une formation doit être faite dans ce sens pour espérer avoir des données pertinentes. Seuls les rapports traduisant de la bonne gestion des administrations seront pris en compte pour mesurer le niveau d'atteinte des objectifs. la dépendance des IGM et auditeurs internes aux gestionnaires ne garantie fait peser des doutes sur la fiabilité de l'information fournie.	
Modalités d'interprétation	Plus la gestion est saine, mieux la culture de reddition des comptes sera établie.	
5) Commentaires		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre de Collectivités Territoriales Décentralisées ayant internalisé les normes du contrôle interne	
Objectif	Réduire le nombre d'irrégularités dans la gestion de la fortune publique	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	136 - RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Rapports des organes de contrôle internes des organismes soumis au contrôle du CONSUPE	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Dénombrement des administrations dont les rapports de qualité sur la gestion sont transmis au CONSUPE	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 0
Cible fixée à la fin du programme	Année: 2016	Valeur: 10.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 30
	Année: 2017	Valeur: 30
	Année: 2018	Valeur: 60
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Organes de contrôle interne des organismes soumis au contrôle du CONSUPE	
Mode de collecte des données	Le Service Courrier et Liaison réceptionne les rapports des organes de contrôle interne des organismes soumis au contrôle du CONSUPE contre décharge.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	Le Service du Courrier et de Liaison.	
Vérification/ Validation des données	- Evaluation de la vraisemblance des données; - Recoupement.	
Service responsable de la synthèse des données	La Cellule de la Prospective et des Etudes Techniques	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	La Cellule de la Prospective et des Etudes Techniques avec l'appui de l'INS.	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	L'existence du rapport ne traduit pas forcément sa pertinence. Normalement, pour qu'il soit pris en compte, le rapport doit respecter certains canons et fournir toutes les informations nécessaires afin de permettre une meilleure exploitation. Une formation doit être faite dans ce sens pour espérer avoir des données pertinentes. Seuls les rapports traduisant de la bonne gestion des administrations seront pris en compte pour mesurer le niveau d'atteinte des objectifs. la dépendance des IGM et auditeurs internes aux gestionnaires ne garantie fait peser des doutes sur la fiabilité de l'information fournie.	
Modalités d'interprétation	Plus la gestion est saine, mieux la culture de reddition des comptes sera établie.	
5) Commentaires		

— RECAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION 01:** SENSIBILISATION POPULAIRE AUX ENJEUX DE LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE
- ACTION 02:** RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA GESTION ET VULGARISATION DES TEXTES NATIONAUX PORTANT SUR LA GESTION
- ACTION 03:** RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE
- ACTION 04:** DYNAMISATION DU CONTROLE INTERNE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES
- ACTION 05:** VULGARISATION DES OUTILS DE CONTROLE ET DES MANUELS DE PROCEDURES

— 6.2. STRATÉGIE PROGRAMME

La stratégie de mise en oeuvre de ce programme sera de :

- Organiser des Fora, Séminaires et/ou Conférences techniques sur des thématiques inhérentes à la protection de la Fortune publique ;
- Organiser des ateliers de vulgarisation du corpus législatif et réglementaire en matière de gestion des Finances Publiques ;
- Développer et actualiser des outils et méthodes de vérification ;
- Organiser des ateliers de formation au profit des auditeurs internes des Administrations publiques, des organismes publics et des CTD, suivis de missions pilotes ;
- Améliorer la plate forme interactive CONSUPE-IGM ;
- Renforcer les capacités professionnelles du personnel du CONSUPE.

— 6.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION 01

SENSIBILISATION POPULAIRE AUX ENJEUX DE LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE

OBJECTIF 1. Développer la culture sociale favorable à la protection de la fortune publique

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Nombre des séminaires de sensibilisation tenus	nb	2014	0	2016	2

ACTION 02**RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA GESTION ET
VULGARISATION DES TEXTES NATIONAUX PORTANT SUR LA GESTION****OBJECTIF 1.** Améliorer la qualité de la gestion des finances publiques

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Nombre d'ateliers de renforcement des capacités tenus	nb	2014	2	2016	2

ACTION 03**RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE LA PARTICIPATION
CITOYENNE A LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE****OBJECTIF 1.** Impliquer les populations et la communauté internationale dans la protection de la fortune publique

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Nombre de conventions signées	nb	2014	2	2016	3

ACTION 04**DYNAMISATION DU CONTROLE INTERNE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET
PARAPUBLIQUES****OBJECTIF 1.** Améliorer l'efficacité des contrôle interne dans les administrations

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Pourcentage des rapports traduisant la bonne gestion	%	2014	10	2016	30

ACTION 05**VULGARISATION DES OUTILS DE CONTROLE ET DES MANUELS DE PROCEDURES****OBJECTIF 1.** Améliorer le rendement des vérificateurs du CONSUPE

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Pourcentage des rapports de mission jugés conformes par le comité de lecture	%	2014	50	2016	60

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre des séminaires de sensibilisation tenus	
Objectif	Développer la culture sociale favorable à la protection de la fortune publique	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	136 - RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	
Action concernée par l'objectif	01 - SENSIBILISATION POPULAIRE AUX ENJEUX DE LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif	Division de la Formation et de la Coopération Internationale	
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif	CELREPI	
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Nombre de sessions organisées, listes des participants	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Dénombrement des sessions organisées	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 0.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 2.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 2.0
	Année: 2017	Valeur: 3.0
	Année: 2018	Valeur: 3.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	- Rapports de fin de session; - Listes de présence des participants.	
Mode de collecte des données	Recueil des rapports de fin de session, décompte des listes de présence.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	- CELPET; - DFCI; - CELSUI.	
Vérification/ Validation des données	- Comparaison des listes de convocation des participants avec les listes de présence; - Comparaison des objectifs annoncés avant la session à ceux réalisés.	
Service responsable de la synthèse des données	CELPET, DAG	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	CELPET, DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	L'organisation et la participation effective des cibles aux sessions de sensibilisation ne garanti pas la mise en oeuvre effective des enseignements reçus.	
Modalités d'interprétation	R.A.S.	
5) Commentaires		
R.A.S.		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre d'ateliers de renforcement des capacités tenus	
Objectif	Améliorer la qualité de la gestion des finances publiques	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	136 - RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	
Action concernée par l'objectif	02 - RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA GESTION ET VULGARISATION DES TEXTES NATIONAUX PORTANT SUR LA GESTION	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif	DFCI	
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif	DIAP, DIEPOS, DIESPP, DICTD, DAJEI, Audit Interne	
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Nombre d'ateliers de renforcement des capacités organisés	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Dénombrement des ateliers de renforcement de capacités organisés, liste des participants	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 2.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 2.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 2.0
	Année: 2017	Valeur: 2.0
	Année: 2018	Valeur: 2.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	- Rapports de fin d'atelier; - Listes de présence des participants.	
Mode de collecte des données	Recueil des rapports de fin d'atelier, décompte des listes de présence.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	- CELPET; - DFCI; - CELSUI.	
Vérification/ Validation des données	- Comparaison des listes de convocation des participants avec les listes de présence; - Comparaison des objectifs annoncés avant l'atelier avec ceux réalisés.	
Service responsable de la synthèse des données	CELPET, DAG	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	CELPET, DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	L'organisation et la participation effective des cibles aux ateliers de renforcement des capacités ne garanti pas que les enseignements reçus seront mis en oeuvre	
Modalités d'interprétation	R.A.S.	
5) Commentaires		
R.A.S.		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre de conventions signées	
Objectif	Impliquer les populations et la communauté internationale dans la protection de la fortune publique	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	136 - RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	
Action concernée par l'objectif	03 - RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif	DFCI	
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif	CELREPI	
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Conventions signées entre le CONSUPE et les autres intervenants dans la protection de la fortune publique	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Dénombrement des conventions signées	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 2.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 3.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 3.0
	Année: 2017	Valeur: 4.0
	Année: 2018	Valeur: 5.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	<ul style="list-style-type: none"> - PPA; - la Section de la Formation de la DFCI; - le Service du Personnel; - la CELSUI. 	
Mode de collecte des données	<ul style="list-style-type: none"> - Formulaire à remplir par les services détenteurs des informations; - le responsable de la collecte et de l'analyse des données à la CELPET préparera une fiche en fonction des informations à collecter; - Exploitation des rapports d'activités; La collecte se fera après chaque trimestre.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	La CELPET est chargée de la collecte et de l'analyse des données. Les données seront préalablement validées par le supérieur hiérarchique de la structure avant d'être utilisées.	
Vérification/ Validation des données	Les données collectées sont validées par les Chefs de Divisions concernées.	
Service responsable de la synthèse des données	CELPET, DAG	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	CELPET, DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	R.A.S.	
Modalités d'interprétation	Chaque vérificateur sera comptabilisé une seule fois même s'il a reçu deux formations, ceci pour que le résultat se rapproche de la réalité.	
5) Commentaires		
R.A.S.		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Pourcentage des rapports traduisant la bonne gestion	
Objectif	Améliorer l'efficacité des contrôle interne dans les administrations	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	136 - RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	
Action concernée par l'objectif	04 - DYNAMISATION DU CONTROLE INTERNE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif	AUDIT INTERNE	
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif	DFCI	
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Rapports des organes de contrôle interne des organisations soumis au contrôle du CONSUPE	
Unité de mesure	pourcentage (%)	
Mode de calcul	Rapport entre le nombre de rapports jugés conformes et le nombre de rapports des organes de contrôle interne reçus	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 10.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 30.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 30.0
	Année: 2017	Valeur: 50.0
	Année: 2018	Valeur: 70.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Rapport des organes de contrôle interne des organismes soumis au contrôle du CONSUPE	
Mode de collecte des données	Réception des documents par le service du courrier et liaison contre décharge	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	Service du courrier et liaison	
Vérification/ Validation des données	Rapports d'analyse de conformité des rapports des organes de contrôle interne des organismes soumis au contrôle du CONSUPE	
Service responsable de la synthèse des données	CELPET, DAG	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	Audit Interne, DAJEI	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	R.A.S.	
Modalités d'interprétation	R.A.S.	
5) Commentaires		
R.A.S.		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Pourcentage des rapports de mission jugés conformes par le comité de lecture	
Objectif	Améliorer le rendement des vérificateurs du CONSUPE	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	136 - RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	
Action concernée par l'objectif	05 - VULGARISATION DES OUTILS DE CONTROLE ET DES MANUELS DE PROCEDURES	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif	DFCI	
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif	DIAP, DICTD, DIEPOS, DIESPP	
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Rapports de mission de contrôle soumis au comité de lecture	
Unité de mesure	pourcentage (%)	
Mode de calcul	Rapport entre le nombre de rapports de missions jugés conformes et le nombre total de rapports de mission soumis au comité de lecture	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 50.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 60.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur:
	Année: 2017	Valeur:
	Année: 2018	Valeur:
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Rapport du comité de lecture contenant les remarques sur les rapports de mission soumis à sa sanction.	
Mode de collecte des données	Exploitation des rapports du comité de lecture.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	- CELPET; - CELSUI.	
Vérification/ Validation des données	les données collectées seront validées par le Président du comité de lecture.	
Service responsable de la synthèse des données	- CELPET, DAG; - CELSUI.	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	CELPET, DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	R.A.S.	
Modalités d'interprétation	R.A.S.	
5) Commentaires		
R.A.S.		

■ 6.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS

NUMÉRO ET INTITULÉ DE L'ACTION		DEPENSES COURANTES		DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01	SENSIBILISATION POPULAIRE AUX ENJEUX DE LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE	21 500 000	21 500 000	0	0	21 500 000	21 500 000
02	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA GESTION ET VULGARISATION DES TEXTES NATIONAUX PORTANT SUR LA GESTION	125 000 000	125 000 000	0	0	125 000 000	125 000 000
03	RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE	32 040 000	32 040 000	0	0	32 040 000	32 040 000
04	DYNAMISATION DU CONTROLE INTERNE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES	81 500 000	81 500 000	0	0	81 500 000	81 500 000
05	VULGARISATION DES OUTILS DE CONTROLE ET DES MANUELS DE PROCEDURES	184 000 000	184 000 000	0	0	184 000 000	184 000 000
TOTAL		444 040 000	444 040 000	0	0	444 040 000	444 040 000

7. PROGRAMME 137

INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES
AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION
A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES
INDELICATS

RESPONSABLE DU PROGRAMME

CHI ASAFOR Cornelius

■ 7.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

■ OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 Réduire le risque de mal gouvernance et reparer les préjudices subis par l'Etat

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Nombre de rapports de mission programmés produits par an	nb	2011	9	2016	20
2	Taux de recouvrement des amendes spéciales et les mises en débet	%	2013	0,64	2016	5

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre de rapports de mission programmés produits par an	
Objectif	Réduire le risque de mal gouvernance et réparer les préjudices subis par l'Etat	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	137 - INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif	DIAP, DIESPP, DIEPOS, DICTD	
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif	AUDIT INTERNE, SP/CDBF	
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Nombre de dossier d'indélicatesse traités au CDBF	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Dénombrement	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 11.0
Cible fixée à la fin du programme	Année: 2016	Valeur: 20.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur:
	Année: 2017	Valeur:
	Année: 2018	Valeur:
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	- CDBF; - Divisions des inspections et de contrôle du CONSUPE (DIAP, DICTD, DIEPOS, DIESPP)	
Mode de collecte des données	Exploitation des rapports d'activités du CDBF et autres publications de cet organe;	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	- la cellule de suivi de la chaîne PPBS du CONSUPE (collecte des données) - le Président du comité de pilotage de la chaîne PPBS du CONSUPE (contrôle de la qualité des données collectées)	
Vérification/ Validation des données	comparaison des données collectées avec celles prévues dans le document de référence;	
Service responsable de la synthèse des données	Cellule de suivi du comité de pilotage de la chaîne PPBS du CONSUPE.	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	comité de pilotage de la chaîne PPBS du CONSUPE.	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	- Risque de surestimation des résultats obtenus; - Faible collaboration de structures impliquées; - Mauvaise interprétation des données collectées; - Défaut de ressources requises pour mener à bien les activités liées.	
Modalités d'interprétation	- La valeur en deça de ce qui est attendu au terme de l'année concernée équivaut à une faible réalisation du résultat prescrit;	

5) Commentaires

L'indicateur a été reformulé, de "Proportion de gestionnaires indélégués contrôlés et traduits devant le CDBF" à "nombre de rapports de missions programmées produits par an"

"Taux de recouvrement des amendes spéciales et les mises en débet"

Activités à réaliser afin d'assurer un renseignement fiable de l'indicateur:

- Concertation préalable avec les responsables des activités désignés, au début de chaque année pour rappeler leurs rôles respectifs dans la mise en oeuvre des activités et l'implication relative en termes de mise à disposition, à échéance convenue, des données nécessaires pour renseigner les indicateurs des résultats attendus de chaque activité;
- Conception, par la Cellule de Suivi du Comité de Pilotage de la chaîne PPBS du CONSUPE, des instruments et outils de collecte des données à utiliser, suivie de leur validation par le Comité;
- Séances de travail semestrielle et annuelle de la Cellule de Suivi du Comité de Pilotage avec les responsables des activités pour collecter les données relatives aux résultats des activités menées dans ma perspective de la production des rapports à mi-parcours et de fin d'année;
- Compilation des données relatives aux résultats de chaque activité et production des rapports semestriels et annuels attendus;
- Transmission des rapports semestriels et annuels au Président du Comité de pilotage pour examen de qualité;
- Validation en dernier recours des rapports par le Comité de Pilotage de la chaîne PPBS u CONSUPE.

Préparer les modalités d'analyse:

- Description des analyses à faire sur la base des besoins en information des décideurs.

L'analyse des données se fera selon les mêmes critères que ceux mentionnés dans les modalités d'interprétation ci-dessus. Ainsi, la valeur en deça de ce qui est attendu au terme de l'année concernée équivalra à une faible réalisation du résultat prescrit, tandis que la valeur égale ou au-delà de ce qui est attendu au terme de l'année signifiera la pleine réalisation des résultats prescrits;

- Dans l'un ou l'autre des cas, les mobilis de la situation seront identifiés pour suggérer les corrections à entreprendre pour améliorer la performance, et les sanctions positives envisageables pour maintenir les résultats positifs enregistrés.

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Taux de recouvrement des amendes spéciales et les mises en débet	
Objectif	Réduire le risque de mal gouvernance et reparer les préjudices subis par l'Etat	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	137 - INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser		
Unité de mesure	pourcentage (%)	
Mode de calcul		
Périodicité de la mesure		
Dernier résultat connu	Année:	Valeur:
Cible fixée à la fin du programme	Année: 2016	Valeur: 5.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur:
	Année: 2017	Valeur:
	Année: 2018	Valeur:
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données		
Mode de collecte des données		
Services ou organismes responsables de la collecte des données		
Vérification/ Validation des données		
Service responsable de la synthèse des données		
Service interne ou structure externe responsable des analyses		
Coût de collecte et d'analyse		
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus		
Modalités d'interprétation		
5) Commentaires		

■ RECAPITULATION DES ACTIONS

ACTION 01: INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS

ACTION 02: SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS

■ 7.2. STRATÉGIE PROGRAMME

La stratégie de mise en uvre de ce programme sera de :

- Défendre les intérêts de l'Etat devant les juridictions;
- Mettre à jour des dossiers permanents ;
- Exécuter des missions d'audits ;
- Suivre et évaluer les recommandations des missions de contrôle ;
- Diversifier des types de missions.
- Traduire systématiquement les gestionnaires indelicats devant le CDBF ;
- Organiser les ateliers de renforcement des capacités des rapporteurs et secrétaires du CDBF ;
- Suivre l'exécution des décisions du CDBF.

■ 7.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION 01

INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS

OBJECTIF 1. Réduire le risque de mal gouvernance

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Nombre de rapports de mission produits	nb	2014	9	2016	20

ACTION 02

SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS

OBJECTIF 1. Réparer les préjudices subis par l'Etat

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Nombre de sessions tenues	nb	2014	23	2016	35

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre de rapports de mission produits	
Objectif	Réduire le risque de mal gouvernance	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	137 - INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	
Action concernée par l'objectif	01 - INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif	CDBF	
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif	DIAP, DIESPP, DICTD, DIEPOS	
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Nombre de rapports déposés par les équipes de retour de mission	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Dénombrement des rapports de mission produits, sachant qu'une mission donne lieu à un rapport de mission	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 9.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 20.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 20.0
	Année: 2017	Valeur: 25.0
	Année: 2018	Valeur: 30.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	les Divisions des inspections et de contrôle du CONSUPE (DIAP, DIEPOS, DICTD, DIESPP)	
Mode de collecte des données	Exploitation des rapports d'activités des Divisions sus citées	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	- les Divisions des inspections et de contrôle du CONSUPE (production de données); - la Cellule de suivi du comité de pilotage de la chaine PPBS du CONSUPE; - le Président comité de pilotage de la chaine PPBS du CONSUPE (contrôle de la qualité des données collectées)	
Vérification/ Validation des données	Approbation du rapport par le comité de lecture.	
Service responsable de la synthèse des données	DIAP, DICTD, DIEPOS, DIESPP, DAJEI	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	DIAP, DICTD, DIEPOS, DIESPP, DAJEI	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	- Risque de surestimation des résultats obtenus; - Faible collaboration des structures impliquées; - Mauvaise interprétation des données collectées; - Défaut de ressources requises pour mener à bien les activités liées.	
Modalités d'interprétation	- La valeur en deça de ce qui est attendu au terme de l'année concernée équivaut à une faible réalisation du résultat prescrit; - la valeur égale ou au-delà de ce qui est attendu au terme de l'année signifie la pleine réalisation du résultat prescrit	
5) Commentaires		
- Réception par les responsables des actions des fiches de collecte des données à renseigner; - Renseignements semestriel et annuel des fiches de collectes de données et leur transmission au Comité de Pilotage de la chaîne PPBS pour compilation et élaboration des rapports semestriel et annuel.		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre de sessions tenues	
Objectif	Réparer les préjudices subis par l'Etat	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	137 - INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	
Action concernée par l'objectif	02 - SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif	CDBF	
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif	DAG	
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Nombre de sessions du CDBF tenues	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Dénombrement des sessions du CDBF tenues.	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 23.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 35.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 35.0
	Année: 2017	Valeur: 40.0
	Année: 2018	Valeur: 45.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Conseil de Discipline Budgétaire et Financière (CDBF)	
Mode de collecte des données	Exploitation des rapports d'activités du CDBF et autres publications de cet organe.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	- CDBF (production de données) - Cellule de suivi de la chaîne PPBS du CONSUPE (collecte de données) - Président du Comité de Pilotage de la chaîne PPBS du CONSUPE (contrôle de la qualité des données collectées)	
Vérification/ Validation des données	Comparaison des données collectées avec celles prévues dans le document de référence	
Service responsable de la synthèse des données	CDBF	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	Section des Etudes et Statistiques	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	- Risque de surestimation des résultats obtenus; - Faible collaboration des structures impliquées; - Mauvaise interprétation des données collectées; - Défaut de ressources requises pour mener à bien les activités liées.	
Modalités d'interprétation	- La valeur en deça de ce qui est attendu au terme de l'année concernée équivaut à une faible réalisation du résultat prescrit; - la valeur égale ou au-delà de ce qui est attendu au terme de l'année signifie la pleine réalisation du résultat prescrit	
5) Commentaires		
- Réception par les responsables des actions des fiches de collecte des données à renseigner; - Renseignements semestriel et annuel des fiches de collectes de données et leur transmission au Comité de Pilotage de la chaîne PPBS pour compilation et élaboration des rapports semestriel et annuel.		

■ 7.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS

NUMÉRO ET INTITULÉ DE L'ACTION		DEPENSES COURANTES		DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01	INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS	1 323 460 000	1 323 460 000	0	0	1 323 460 000	1 323 460 000
02	SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	210 000 000	210 000 000	0	0	210 000 000	210 000 000
TOTAL		1 533 460 000	1 533 460 000	0	0	1 533 460 000	1 533 460 000

8. PROGRAMME 138

**PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES
CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES**

RESPONSABLE DU PROGRAMME

OKIE JOHNSON NDOH

■ 8.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

■ OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 Appuyer la mise en œuvre des programmes des Services du Contrôle supérieur de l'Etat

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Taux de consommation réelle des ressources financières	%	2014	96,56	2016	100

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Taux de consommation réelle des ressources financières	
Objectif	Appuyer la mise en œuvre des programmes des Services du Contrôle supérieur de l'Etat	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	138 - PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif	DAG	
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif	DAG	
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Bons d'engagement, états produits par l'application PROBMIS	
Unité de mesure	pourcentage (%)	
Mode de calcul	Montant total consommé sur montant des CP révisés	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 96.56
Cible fixée à la fin du programme	Année: 2016	Valeur: 100.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 100.0
	Année: 2017	Valeur: 100.0
	Année: 2018	Valeur: 100.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	CONSUPE/MINFI (PROBMIS)	
Mode de collecte des données	- Comparer les montants sur les bons d'engagement avec ceux du plan de travail; - Editer les états à partir de l'application PROBMIS	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance	
Vérification/ Validation des données	Exploitation des carnets de bons d'engagement	
Service responsable de la synthèse des données	Bureau du Budget	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	Service du Budget et du Matériel	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	R.A.S.	
Modalités d'interprétation	Les délais de mise à disposition des ressources financières sont très variables pour les dossiers diligentés au même moment.	
5) Commentaires		
<p>L'indicateur a été reformulé pour une prise en compte plus efficace de l'ensemble des actions et activités contenus dans ce programme. on est ainsi passé de "taux d'exécution du plan de mise à disposition des ressources financières" vers "taux de consommation réelle des ressources financières".</p> <p>Une solution pourrait être trouvée dans le sens de la négociation, le cas échéant, de prestations supplémentaires lorsque l'offre du moins disant laisse une marge significative par rapport à l'enveloppe initiale, afin que le taux de consommation réel soit le plus proche possible de 100%.</p>		

■ RECAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION 01:** MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MODERNE
- ACTION 02:** MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
- ACTION 03:** RATIONALISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES MATERIELLES ET INFRASTRUCTURELLES
- ACTION 05:** PROSPECTIVE, ET DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE DE L'ISC
- ACTION 06:** MISE EN PLACE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, DES ARCHIVES ET DE LA BIBLIOTHEQUE
- ACTION 07:** PILOTAGE ET COORDINATION DES SERVICES

■ 8.2. STRATÉGIE PROGRAMME

La stratégie de mise en uvre de ce programme sera de :

- Elaborer et mettre en uvre le Schéma Directeur Informatique 2014-2019 ;
- Finaliser de la stratégie de communication du CONSUPE ;
- Former le personnel de la solde ;
- Développer les infrastructures ;
- Acquérir le matériel roulant et les équipements ;
- Préparer et suivre l'exécution du budget ;
- Coordonner les activités des programmes ;
- Mettre à la disposition les moyens financiers pour l'exécution des programmes.

■ 8.3. PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION 01

MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MODERNE

OBJECTIF 1. Améliorer la qualité et la quantité de l'information et de la communication interne et externe

INDICATEURS		UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Nombre de projets du système d'information et de communication de l'Institution mis en place	nb	2014	3	2016	7

ACTION 02**MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES****OBJECTIF 1.** Améliorer le rendement des personnels du CONSUPE

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Délai moyen de traitement des dossiers	j	2014	4	2016	2

ACTION 03**RATIONALISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES MATERIELLES ET INFRASTRUCTURELLES****OBJECTIF 1.** Améliorer les conditions et le cadre de travail des personnels du CONSUPE

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Taux du personnel disposant des commodités standard de travail	%	2014	70	2016	90

ACTION 05**PROSPECTIVE, ET DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE DE L'ISC****OBJECTIF 1.** Améliorer la qualité des programmes et projets

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Nombre de documents de planification et de programmation produits	nb	2014	4	2016	7

ACTION 06**MISE EN PLACE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, DES ARCHIVES ET DE LA BIBLIOTHEQUE****OBJECTIF 1.** Améliorer la gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Disponibilité d'un système de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque	nb	2014	0	2016	0

ACTION 07**PILOTAGE ET COORDINATION DES SERVICES****OBJECTIF 1.** Assurer l'impulsion et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie du CONSUPE

	INDICATEURS	UNITE DE MESURE	VALEUR DE REFERENCE		VALEUR CIBLE	
			ANNEE	VALEUR	ANNEE	VALEUR
1	Fréquence des réunions de coordination	nb	2014	0,25	2016	1

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre de projets du système d'information et de communication de l'Institution mis en place	
Objectif	Améliorer la qualité et la quantité de l'information et de la communication interne et externe	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	138 - PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	
Action concernée par l'objectif	01 - MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MODERNE	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Livrables des projets contenus dans le système d'information et de communication	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Décompte des projets réalisés	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 3.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 7.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 7.0
	Année: 2017	Valeur: 6.0
	Année: 2018	Valeur: 7.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	CONSUPE, MINEPAT, MINFI	
Mode de collecte des données	- Procès-verbaux de réception des marchés; Après l'exécution d'un marché, un procès-verbal de réception est signé par les différentes parties.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	- PV: Service des Marchés / CONSUPE - Documents de la chaîne PPBS (CELPET); - les responsables du contrôle de la qualité des données collectées: Service des Marchés/CONSUPE, MINEPAT, MINFI	
Vérification/ Validation des données	Conformité avec le cadre réglementaire en vigueur	
Service responsable de la synthèse des données	CELPET, DAG	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	Cellule de Suivi (CELSUI), DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	Avant sa reformulation, l'indicateur "Taux de mise en oeuvre du schéma directeur informatique du CONSUPE" avait pour valeur 100% en 2014.	
Modalités d'interprétation	L'indicateur ne renseigne pas sur la partie consacrée au budget de fonctionnement des structures impliquées dans la mise en oeuvre de l'action.	
5) Commentaires		
<p>L'indicateur a été reformulé pour une prise en compte plus efficace de l'ensemble des actions et activités contenues dans ce programme. On est ainsi passé de "Taux de mise en oeuvre du schéma directeur informatique" vers "Nombre de projets du système d'information et de communication de l'Institution mis en place".</p> <p>Par ailleurs, le schéma directeur informatique en cours de mise à jour dans le cadre du budget d'investissement 2015 explique l'absence de prévision pour les années 2016-2018.</p>		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Délai moyen de traitement des dossiers	
Objectif	Améliorer le rendement des personnels du CONSUPE	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	138 - PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	
Action concernée par l'objectif	02 - MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Durée moyenne d'un dossier à un poste de travail.	
Unité de mesure	jour	
Mode de calcul	Différence entre la date de départ et la date d'arrivée d'un dossier à un poste de travail.	
Périodicité de la mesure	Mensuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 4.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 2.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 2.0
	Année: 2017	Valeur: 2.0
	Année: 2018	Valeur: 2.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Registre de transmission des dossiers (courrier)	
Mode de collecte des données	Analyse des registres de transmission de courrier interne	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	DAG	
Vérification/ Validation des données	Registres de transmission de courrier interne	
Service responsable de la synthèse des données	CELPET, DAG	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	CELSUI, DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	La célérité dans le traitement des dossiers pourrait être accrue par l'augmentation des éléments de motivation du personnel.	
Modalités d'interprétation	L'indicateur ne renseigne pas sur la partie consacrée au budget de fonctionnement des structures impliquées dans la mise en oeuvre de l'action	
5) Commentaires		
L'indicateur a été reformulé pour une prise en compte plus efficace de l'ensemble des actions contenues dans ce programme. On est ainsi passé de "Taux de mise en oeuvre du cadre organique" vers "Délai moyen de traitement des dossiers".		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Taux du personnel disposant des commodités standard de travail	
Objectif	Améliorer les conditions et le cadre de travail des personnels du CONSUPE	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	138 - PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	
Action concernée par l'objectif	03 - RATIONALISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES MATERIELLES ET INFRASTRUCTURELLES	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	Liste du personnel possédant les commodités standard de travail	
Unité de mesure	pourcentage (%)	
Mode de calcul	Nombre de personnel disposant des commodités standard de travail (une table, une chaise, un poste de travail) sur le nombre total de personnel	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 70.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 90.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 90.0
	Année: 2017	Valeur: 100.0
	Année: 2018	Valeur: 100.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Fiches détenteurs disponibles à la Comptabilité matières	
Mode de collecte des données	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activité du Service des Marchés; - Exploitation des fiches d'intervention du Service de la Maintenance; - Exploitation des fiches détenteurs de la comptabilité matière. 	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	<ul style="list-style-type: none"> - Service des Marchés; - Service du Budget et du matériel; - Service de la Maintenance. 	
Vérification/ Validation des données	<ul style="list-style-type: none"> - PV de réception; - Note de service portant attribution de locaux ou de matériel ou d'équipements. 	
Service responsable de la synthèse des données	<ul style="list-style-type: none"> - CELPET - Comptabilité matières, DAG 	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	CELSUI, DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	Ressources financières limitées	
Modalités d'interprétation	l'indicateur ne renseigne pas sur la partie consacrée au budget de fonctionnement des structures impliquées dans la mise en oeuvre de l'action.	
5) Commentaires		
<p>L'état d'exécution des marchés pour l'exercice 2014 est de 80%.</p> <p>En effet, deux contrats ont été résiliés pour défaillance du prestataire. un desdits contrats, relatif à l'extension du bâtiment A, a été réattribué. Il s'agit d'un marché pluriannuel. L'exécution de la tranche ferme est en cours.</p> <p>L'exécution du contrat de la maîtrise d'oeuvre liée à ce marché poursuit donc également son cours.</p> <p>Le second contrat résilié, quant à lui, est tombé dans le clos.</p>		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Nombre de documents de planification et de programmation produits	
Objectif	Améliorer la qualité des programmes et projets	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	138 - PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	
Action concernée par l'objectif	05 - PROSPECTIVE, ET DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE DE L'ISC	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	- Documents de la chaîne PPBS (PPA, PAP, CDMT, RAP), les projets desdits documents sont envoyés pour validation au MINEPAT/MINFI.	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Décompte	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 4.0
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 7.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 7.0
	Année: 2017	Valeur: 7.0
	Année: 2018	Valeur: 7.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	- Liste des documents de la chaîne PPBS à produire; - Rapport d'activité de la CELPET.	
Mode de collecte des données	- Accusés de réception des documents validés par le MINEPAT/MINFI; - Création et exploitation d'un chrono des rapports d'études et des projets validés.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	- DAG; - CELPET.	
Vérification/ Validation des données	Vérification de la conformité des visas requis pour chaque document	
Service responsable de la synthèse des données	CELPET, DAG	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	CELSUI, DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	Nouvelle activité, phase de démarrage laborieuse	
Modalités d'interprétation	R.A.S.	
5) Commentaires		
R.A.S.		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Disponibilité d'un système de gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque	
Objectif	Améliorer la gestion des documents administratifs, des archives et de la bibliothèque	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	138 - PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	
Action concernée par l'objectif	06 - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, DES ARCHIVES ET DE LA BIBLIOTHEQUE	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	- PV de réception des travaux d'aménagement et d'équipement des sites; - Liste des ouvrages acquis et disponibles dans la bibliothèque; - Liste des documents administratifs archivés.	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	oui/non (1/0)	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 0.0 (démarrage du processus)
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 0.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 0.0 (début de la numérisation)
	Année: 2017	Valeur: 0.0 (test et validation du système)
	Année: 2018	Valeur: 1.0 (système opérationnel)
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Centre de Documentation et des Archives (CDA)	
Mode de collecte des données	- Exploitation du rapport d'activité du CDA; - Exploitation du rapport d'étude de faisabilité; - Exploitation du rapport sur l'état d'avancement du projet.	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	CDA, SDBMM.	
Vérification/ Validation des données	Secrétariat Général	
Service responsable de la synthèse des données	CDA, DAG	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	CELSUI, CELPET, DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	Ressources financières limitées	
Modalités d'interprétation	R.A.S.	
5) Commentaires		
<p>Activité en phase de démarrage. Les tâches suivantes ont déjà démarré: - formation du personnel à la gestion des archives numériques; - tri des documents (anciens rapports de mission, livres, archives administratives...).</p> <p>une étude est commise pour la faisabilité du projet avant son financement.</p>		

1) Identification de l'indicateur		
Indicateur	Fréquence des réunions de coordination	
Objectif	Assurer l'impulsion et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie du CONSUPE	
Stratégie concernée		
Programme concerné par l'objectif	138 - PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES	
Action concernée par l'objectif	07 - PILOTAGE ET COORDINATION DES SERVICES	
Service responsable de l'atteinte de l'objectif		
Autres services partie prenante dans l'atteinte de l'objectif		
2) Description de l'indicateur		
Nature précise des données à utiliser	- Rapports d'activités; - Compte rendu.	
Unité de mesure	Nombre	
Mode de calcul	Décompte de réunions de coordination tenues par semaine	
Périodicité de la mesure	Annuelle	
Dernier résultat connu	Année: 2014	Valeur: 0.25
Cible fixée à la fin de l'action	Année: 2016	Valeur: 1.0
Prévisions annuelles	Année: 2016	Valeur: 1.0
	Année: 2017	Valeur: 1.0
	Année: 2018	Valeur: 1.0
3) Renseignement de l'indicateur (collecte et analyse des données)		
Source de données	Cabinet de la Ministre Déléguée, toutes les Unités Opérationnelles	
Mode de collecte des données	Exploitation des chronos	
Services ou organismes responsables de la collecte des données	CELSUI	
Vérification/ Validation des données	Exploitation des chronos	
Service responsable de la synthèse des données	Secrétariat de toutes les Unités Opérationnelles	
Service interne ou structure externe responsable des analyses	CELSUI, DAG	
Coût de collecte et d'analyse	ND	
4) Modalités d'interprétation de l'indicateur		
Limites et biais connus	ND	
Modalités d'interprétation	R.A.S.	
5) Commentaires		
R.A.S.		

■ 8.4. PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTIONS

NUMÉRO ET INTITULÉ DE L'ACTION		DEPENSES COURANTES		DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01	MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MODERNE	66 000 000	66 000 000	45 000 000	45 000 000	111 000 000	111 000 000
02	MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	787 800 000	787 800 000	0	0	787 800 000	787 800 000
03	RATIONALISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES MATÉRIELLES ET INFRASTRUCTURELLES	145 000 000	145 000 000	419 500 000	419 500 000	564 500 000	564 500 000
05	PROSPECTIVE, ET DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE DE L'ISC	49 500 000	49 500 000	0	0	49 500 000	49 500 000
06	MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME INTÉGRÉ DE GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, DES ARCHIVES ET DE LA BIBLIOTHÈQUE	11 500 000	11 500 000	35 500 000	35 500 000	47 000 000	47 000 000
07	PILOTAGE ET COORDINATION DES SERVICES	1 067 700 000	1 067 700 000	0	0	1 067 700 000	1 067 700 000
TOTAL		2 127 500 000	2 127 500 000	500 000 000	500 000 000	2 627 500 000	2 627 500 000

ANNEXE
TABLEAU DE BUDGETISATION

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Secteur 1	SOUVERAINETE	4 605 000	4 605 000
Fonction 16	Fonctions de contrôle	4 605 000	4 605 000
Programme 137	INTENSIFICATION, DIVERSIFICATION DES AUDITS ET SYSTEMATISATION DE LA SANCTION A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	1 533 460	1 533 460
Action 01	INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES AUDITS	1 323 460	1 323 460
Article 23 00 10	Auditeur Interne	12 000	12 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 000	3 000
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	4 000	4 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	4 000	4 000
Article 23 00 11	Comité de lecture	32 500	32 500
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 000	3 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	2 500	2 500
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	2 000	2 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	12 000	12 000
6186	Honoraires et frais annexes	10 000	10 000
Article 25 00 30	COMITE D'AUDIT	24 000	24 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	3 000	3 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	2 000	2 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	9 000	9 000
6186	Honoraires et frais annexes	5 000	5 000
Article 33 00 05	Division des Inspections et de Contrôle des Administrations Publiques	349 770	349 770
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	9 000	9 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	8 000	8 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 500	1 500
6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	2 000	2 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	29 270	29 270
6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	5 000	5 000
6132	Frais de transport des agents en mission à l'étranger	20 000	20 000
6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	4 000	4 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	245 000	245 000
6172	Indemnités de mission à l'étranger	23 000	23 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	3 000	3 000
Article 33 00 06	Division des Inspections et de Contrôle des Collectivités Territoriales Décentralisées	142 690	142 690
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	10 500	10 500

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	3 000	3 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 500	3 500
6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	2 000	2 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	24 190	24 190
6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	2 000	2 000
6132	Frais de transport des agents en mission à l'étranger	5 000	5 000
6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	2 500	2 500
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	83 000	83 000
6172	Indemnités de mission à l'étranger	4 000	4 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	3 000	3 000
Article 33 00 07	Division des Inspections et de Contrôle des Entreprises du Secteur Public et Parapublic	168 000	168 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 500	2 500
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	8 500	8 500
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	3 000	3 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 500	3 500
6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	2 000	2 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	17 000	17 000
6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	4 000	4 000
6132	Frais de transport des agents en mission à l'étranger	5 000	5 000
6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	2 500	2 500
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	110 000	110 000
6172	Indemnités de mission à l'étranger	7 000	7 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	3 000	3 000
Article 33 00 08	Division des Inspections et de Contrôle des Etablissements Publics et des Organismes Spécifiques	524 000	524 000
Paragraphe 6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	5 000	5 000
6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	2 500	2 500
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	17 000	17 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	6 000	6 000
6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	2 000	2 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	29 000	29 000
6131	Frais de transport des agents en mission à l'intérieur	5 000	5 000
6132	Frais de transport des agents en mission à l'étranger	10 000	10 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	110 000	110 000
6172	Indemnités de mission à l'étranger	8 000	8 000
6210	Salaire brut du personnel sous statut général de la fonction publique	326 000	326 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	3 500	3 500
Article 33 00 09	Division des Affaires Juridiques et de l'Exploitation des Informations	70 500	70 500
Paragraphe 6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 000	3 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	8 000	8 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	6 000	6 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 000	3 000
6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	14 000	14 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	7 000	7 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	15 000	15 000
6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	8 000	8 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	6 500	6 500
Action 02	SYSTEMATISATION DES SANCTIONS A L'ENCONTRE DES GESTIONNAIRES INDELICATS	210 000	210 000
Article 25 00 50	Conseil de Discipline Budgétaire et Financière	118 000	118 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	8 500	8 500
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	4 000	4 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 500	3 500
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	7 000	7 000
6263	Indemnités spécifiques	95 000	95 000
Article 25 00 51	Secrétariat Permanent	92 000	92 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	3 000	3 000
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	21 000	21 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	10 000	10 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	8 500	8 500
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	10 000	10 000
6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	4 500	4 500
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	17 000	17 000
6186	Honoraires et frais annexes	2 000	2 000
6263	Indemnités spécifiques	5 000	5 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	9 500	9 500

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Programme 136	RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES À LA FORTUNE PUBLIQUE	444 040	444 040
Action 01	SENSIBILISATION POPULAIRE AUX ENJEUX DE LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE	21 500	21 500
Article 26 00 01	Cellule de Communication	13 500	13 500
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 500	3 500
6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	7 000	7 000
Article 33 00 03	Division de la Formation et de la Coopération Internationale	8 000	8 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 000	3 000
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	4 000	4 000
Action 02	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA GESTION ET VULGARISATION DES TEXTES NATIONAUX PORTANT SUR LA GESTION	125 000	125 000
Article 33 00 03	Division de la Formation et de la Coopération Internationale	119 000	119 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	14 000	14 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	9 000	9 000
6210	Salaire brut du personnel sous statut général de la fonction publique	90 000	90 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	6 000	6 000
Article 33 00 09	Division des Affaires Juridiques et de l'Exploitation des Informations	6 000	6 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	3 000	3 000
Action 03	RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA PROTECTION DE LA FORTUNE PUBLIQUE	32 040	32 040
Article 26 00 01	Cellule de Communication	10 000	10 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 500	2 500
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 500	1 500
6268	Primes pour travaux spéciaux	6 000	6 000
Article 26 00 04	CELLULE CHARGEE DES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET LA SOCIETE CIVILE	7 040	7 040
Paragraphe 6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 500	1 500
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 040	3 040
6268	Primes pour travaux spéciaux	2 500	2 500
Article 33 00 03	Division de la Formation et de la Coopération Internationale	15 000	15 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	6 500	6 500
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 500	3 500
6268	Primes pour travaux spéciaux	5 000	5 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Action	04	DYNAMISATION DU CONTROLE INTERNE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES	81 500	81 500
Article	23 00 10	Auditeur Interne	22 000	22 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 000	3 000
	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 000	3 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	10 000	10 000
Article	33 00 03	Division de la Formation et de la Coopération Internationale	59 500	59 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	22 000	22 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	12 500	12 500
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	9 500	9 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	5 000	5 000
	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	7 000	7 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	3 500	3 500
Action	05	VULGARISATION DES OUTILS DE CONTROLE ET DES MANUELS DE PROCEDURES	184 000	184 000
Article	33 00 03	Division de la Formation et de la Coopération Internationale	184 000	184 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	2 000	2 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	2 000	2 000
	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	18 000	18 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	5 500	5 500
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	9 500	9 500
	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	145 000	145 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE		AE	CP
Programme 138	PILOTAGE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES		2 627 500	2 627 500
Action 01	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION MODERNE		111 000	111 000
Article 26 00 01	Cellule de Communication		32 000	32 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux		4 000	4 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques		4 000	4 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)		6 000	6 000
6110	Documentation technique, abonnements de presse, achats de livres		8 000	8 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles		4 000	4 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur		4 000	4 000
6268	Primes pour travaux spéciaux		2 000	2 000
Article 32 00 14	Cellule Informatique		34 000	34 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux		1 000	1 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques		8 000	8 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)		2 000	2 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles		4 000	4 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur		8 000	8 000
6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires		7 000	7 000
6263	Indemnités spécifiques		4 000	4 000
Article 34 00 10	Direction des Affaires Générales		45 000	45 000
Paragraphe 2276	Acquisitions, rénovations des installations et matériels des services informatiques		45 000	45 000
Action 02	MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES		787 800	787 800
Article 34 00 10	Direction des Affaires Générales		753 800	753 800
Paragraphe 6210	Salaire brut du personnel sous statut général de la fonction publique		416 000	416 000
6262	Gratifications		10 000	10 000
6263	Indemnités spécifiques		50 000	50 000
6268	Primes pour travaux spéciaux		230 800	230 800
6287	Prise en charge de personnels temporaires spécifiques		47 000	47 000
Article 35 00 13	Cellule SIGIPES		9 000	9 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux		2 000	2 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques		2 000	2 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles		3 500	3 500
6263	Indemnités spécifiques		1 500	1 500
Article 35 00 40	Commission Paritaire d'Avancement des Agents Décisionnaires en Service au MINCONSUP		25 000	25 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux		1 000	1 000
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux		5 000	5 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques		1 000	1 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles		4 000	4 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	8 000	8 000
6263	Indemnités spécifiques	5 000	5 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	1 000	1 000
Action 03	RATIONALISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES MATERIELLES ET INFRASTRUCTURELLES	564 500	564 500
Article 34 00 10	Direction des Affaires Générales	564 500	564 500
Paragraphe 2021	Contrôle et Suivi des Programmes d'Investissements	9 500	9 500
2220	Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau	95 000	95 000
2230	Rénovation, gros entretien de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau	75 000	75 000
2260	Achats de matériels de bureau	70 000	70 000
2261	Achats de mobilier de bureau	170 000	170 000
6161	Entretien ordinaire des bâtiments	55 000	55 000
6166	Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques	90 000	90 000
Action 05	PROSPECTIVE, ET DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE DE L'ISC	49 500	49 500
Article 34 00 16	CELLUDE DE LA PROSPECTIVE, DES ETUDES TECHNIQUES, DES PROGRAMMES ET DES PROJETS	31 500	31 500
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	5 000	5 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	3 500	3 500
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 500	1 500
6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	2 000	2 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
6171	Indemnités de mission à l'intérieur	8 000	8 000
6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	3 000	3 000
6263	Indemnités spécifiques	2 000	2 000
6268	Primes pour travaux spéciaux	3 500	3 500
Article 35 00 90	COMITE CHAINE PPBS	18 000	18 000
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	5 000	5 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	3 000	3 000
6263	Indemnités spécifiques	7 500	7 500
6268	Primes pour travaux spéciaux	2 500	2 500
Action 06	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME INTEGRE DE GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, DES ARCHIVES ET DE LA BIBLIOTHEQUE	47 000	47 000
Article 32 00 18	Centre de documentation et des archives	11 500	11 500
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 000	3 000
6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	2 500	2 500
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	4 000	4 000
6263	Indemnités spécifiques	2 000	2 000
Article 34 00 10	Direction des Affaires Générales	35 500	35 500
Paragraphe 2259	Construction, rénovation et aménagement d'un ensemble d'infrastructures	10 500	10 500

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	2277	Gros achats de documentation professionnelle, rayonnages de bibliothèque	25 000	25 000
Action	07	PILOTAGE ET COORDINATION DES SERVICES	1 067 700	1 067 700
Article	22 00 30	Cabinet du Ministre Délégué Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat	287 700	287 700
Paragraphe	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	5 000	5 000
	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	15 000	15 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	10 000	10 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	13 000	13 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	37 000	37 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	43 000	43 000
	6173	Frais de représentation, frais d'hotel des cabinets	60 000	60 000
	6174	Frais de réception	25 000	25 000
	6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	20 000	20 000
	6261	Heures supplémentaires	7 700	7 700
	6263	Indemnités spécifiques	28 000	28 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	14 000	14 000
	6724	Concours, récompenses et distinctions honorifiques	10 000	10 000
Article	23 00 10	Auditeur Interne	24 500	24 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	4 000	4 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	2 000	2 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	3 000	3 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	7 000	7 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	8 500	8 500
Article	23 00 21	Auditeur N°1	7 500	7 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
Article	23 00 22	Auditeur n°2	7 500	7 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 000	3 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
Article	24 00 11	CONSEILLER TECHNIQUE N°1	12 000	12 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 500	2 500
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	2 000	2 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 500	2 500

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
Article	24 00 12	CONSEILLER TECHNIQUE N°2	12 000	12 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 500	2 500
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	2 000	2 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	4 000	4 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 500	2 500
Article	25 00 10	Mutuelle de santé	10 000	10 000
Paragraphe	6294	Aides et secours exceptionnels au personnel	10 000	10 000
Article	25 00 11	Comité de cybersécurité	10 500	10 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 000	1 000
	6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	7 000	7 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	1 500	1 500
Article	25 00 20	COMITE INFORMATIQUE	8 000	8 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 500	2 500
	6186	Honoraires et frais annexes	1 000	1 000
Article	25 00 31	CELLULE DE SECURITE	15 000	15 000
Paragraphe	6268	Primes pour travaux spéciaux	15 000	15 000
Article	25 00 40	POINT FOCAL POUR LA GOUVERNANCE	5 000	5 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
Article	25 00 60	COMITE DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA	4 500	4 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
	6113	Achats de vaccins ou tests et autres préventions	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
Article	26 00 02	CELLULE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	9 500	9 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6111	Fournitures et prestation de service pour édition, impression et distribution de documents	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	2 000	2 000
	6183	Abonnements et consommations de radiocommunication	2 000	2 000
	6268	Primes pour travaux spéciaux	1 500	1 500
Article	26 00 03	Service du Courrier et de liaison	22 000	22 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 000	3 000

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION		LIBELLE	AE	CP
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	2 000	2 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	6 000	6 000
	6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	3 000	3 000
	6184	Affranchissement du courrier, valise diplomatique, franchise militaire	3 000	3 000
	6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	4 000	4 000
Article	32 00 10	Secrétariat Général	72 000	72 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	9 000	9 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	7 000	7 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	12 000	12 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	23 000	23 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	7 000	7 000
	6189	Autres rémunérations de prestations extérieures	14 000	14 000
Article	32 00 13	CELLULE DE SUIVI	9 500	9 500
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	2 000	2 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	2 000	2 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	3 500	3 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	2 000	2 000
Article	32 00 16	Cellule de Traduction	7 000	7 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	2 500	2 500
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	1 500	1 500
	6266	Indemnités de permanence	1 500	1 500
Article	34 00 10	Direction des Affaires Générales	129 000	129 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	20 000	20 000
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	11 000	11 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	12 000	12 000
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	22 000	22 000
	6171	Indemnités de mission à l'intérieur	40 000	40 000
	6186	Honoraires et frais annexes	20 000	20 000
	6263	Indemnités spécifiques	4 000	4 000
Article	34 00 11	Commission de passation des marchés	17 000	17 000
Paragraphe	6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 500	1 500
	6102	Achats de matériels courants informatiques et bureautiques	1 000	1 000
	6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 500	1 500
	6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	5 000	5 000
	6263	Indemnités spécifiques	8 000	8 000
Article	35 00 80	COMITE GENRE	3 500	3 500

PROJET

BUDGET DE L'ETAT

ANNEE 2016

CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT

DEPENSES DE L'ETAT PAR CHAPITRE, SECTION, PROGRAMME ET ACTION

(PRESENTATION PAR FONCTIONS, PROGRAMMES, ACTIONS)

en milliers de FCFA

IMPUTATION	LIBELLE	AE	CP
Paragraphe 6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	1 000	1 000
6104	Autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et techniques)	1 000	1 000
6121	Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles	1 500	1 500
Article 39 00 00	Dépenses Communes de l'Administration Générale	394 000	394 000
Paragraphe 6141	Abonnements et consommations d'eau	23 000	23 000
6101	Achat de fournitures et petit entretien de bureaux	3 000	3 000
6133	Frais de relève	4 000	4 000
6142	Abonnements et consommations d'électricité	79 000	79 000
6162	Entretien des ascenseurs	15 000	15 000
6163	Entretien des installations électriques, climatiseurs, groupes électrogènes, sanitaires et plomberies	15 000	15 000
6164	Entretien et maintenance des machines et matériels techniques	10 000	10 000
6165	Entretien des matériels de télécommunication	9 000	9 000
6175	Fêtes officielles et cérémonies	50 000	50 000
6181	Abonnements et consommations de téléphone, fax, telex, téléphones portables,	84 000	84 000
6186	Honoraires et frais annexes	30 000	30 000
6187	Frais de formation, stages et organisation de séminaires	35 000	35 000
6263	Indemnités spécifiques	4 000	4 000
6265	Indemnités de billetage	1 500	1 500
6268	Primes pour travaux spéciaux	3 000	3 000
6714	Frais de Régulation sur les Marchés Publics	3 500	3 500
6901	Provisions de fonctionnement	25 000	25 000
TOTAL GENERAL DU CHAPITRE		4 605 000	4 605 000